

FRANÇAIS DU MONDE

Le magazine de l'association Français du monde - ADFE

L'or bleu

Entre crises hydropolitiques et espoir

Entretien

Jean Jouzel

Culture

Emmanuelle Favier

Action citoyenne

Français du monde - ADFE



N°209
Juin 2023

Dernières publications

Retrouvez gratuitement tous nos numéros sur
francais-du-monde.org/magazine



Rejoignez Français du monde - ADFE !

Pourquoi nous rejoindre ?



- Pour rejoindre un réseau local et mondial de citoyennes et citoyens français ;
- Pour obtenir de l'aide et des conseils dans vos démarches auprès de l'administration française ;
- Pour participer à des activités tout au long de l'année ;
- Pour échanger avec les conseillères et conseillers des Français de l'étranger ainsi qu'avec les parlementaires des Français établis hors de France ;
- Pour contribuer aux réflexions concernant les politiques relatives à la vie des Françaises et Français de l'étranger des Françaises et Français de l'étranger ;
- Pour maintenir un lien avec la France, sa culture et sa langue ;
- Pour soutenir une association engagée et reconnue d'utilité publique.

Adhérez en ligne sur francais-du-monde.org

ÉDITO

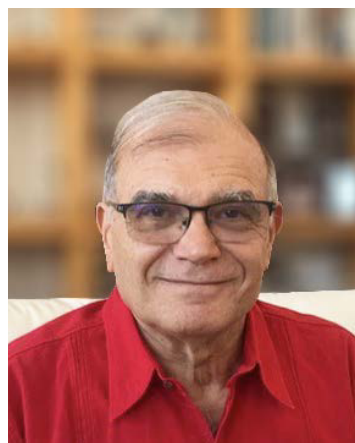
Chère lectrice, cher lecteur,

Un milliard de personnes dépendent des glaciers du massif de l'Himalaya aux confins de l'Inde, de la Chine et du Pakistan pour leur alimentation en eau. La fonte de ces glaciers met en péril l'alimentation en eau pour au moins 600 millions d'entre eux. Un exemple parmi tant d'autres des tensions qui provoquent la raréfaction du précieux « or bleu » et en font un enjeu géopolitique majeur voire une source de conflits. Car cours d'eau et nappes phréatiques ne suivent pas les frontières, mais sont souvent communes à plusieurs pays, obligeant à un partage.

Partage historiquement difficile mais dont la complexité est aujourd'hui accrue par le réchauffement climatique : l'eau (re)devient source de conflit et est parfois même utilisée comme arme de guerre. Nous venons de le constater avec le dynamitage du barrage de Kakhovka sur le fleuve Dniepr en Ukraine qui a provoqué une catastrophe écologique majeure, un écocide avec des dizaines de morts, des dizaines de milliers de sinistrés et des destructions environnementales massives.

Le thème principal de notre magazine porte donc sur l'environnement et plus spécialement sur l'eau. Vous y trouverez des informations sur cette ressource vitale dont le GIEC montre comment la rareté provoque déplacements de population, accroissement des inégalités, décès et dégâts corporels.

C'est à partir d'exemples concrets présentés par des compatriotes établis à l'étranger – que seront traités dans ce dossier les enjeux de l'eau : le manque d'eau dans les massifs himalayens, la gestion du delta du Mékong, les sécheresses accrues en Europe, celles dans le Sud-Ouest des États Unis, en Afrique de l'est et au Kenya, mais aussi les inondations au Rwanda, en République Démocratique du Congo, dans la Baie Saint-Paul au Québec, le grand barrage de la Renaissance éthiopienne, l'assèchement des nappes phréatiques en Algérie, Lybie et Tunisie ou les grands feux de forêts en Californie ou au Canada.



Il y a pourtant des solutions technologiques, telles que la reverdisation de zones arides, la décroissance verte, la construction raisonnée de barrages comme c'est le cas sur le Tigre et l'Euphrate, mais aussi politiques comme une résolution onusienne sur la justice climatique présentée par le Vanuatu le fait espérer.

Avec le dossier spécial de ce magazine, prenons conscience de l'urgence des enjeux liés à l'eau et appuyons la demande des ONGs de « mettre en place dès cet été une politique ambitieuse permettant une répartition juste et soutenable de la ressource eau » (voir [l'appel de la société civile publié par Franceinfo](#) le 5 juin dernier).

Ensemble, poursuivons le combat écologique et soyons acteur de « la transition écologique qui s'impose à nous ».

Rappelons aussi que notre année associative culminera fin août avec notre traditionnelle Assemblée Générale qui nous rassemblera du 24 au 27 août à la mairie de Paris. Ce sera l'occasion de se retrouver, d'échanger, de partager, mais surtout de définir notre programme d'activités 2023-2024 et d'élire 7 nouveaux membres du Conseil d'administration.

Nous profitons également de l'Assemblée générale d'août pour lancer les États Généraux de Français du monde - ADFE qui établiront notre plan stratégique à 5 ans.

En attendant de vous retrouver nombreuses et nombreux à la fin de l'été, le Bureau National et son Président vous souhaitent à toutes et tous de passer un bel été !

François Boucher,
Président de Français du monde - ADFE

Sommaire 209.

• 5 Le dossier

L'or bleu : un bien commun en partage

p.6 Le réchauffement climatique lié aux activités humaines

p.7 Poursuivre le combat écologique

p.8 L'or bleu : notre bien commun le plus précieux

p.9 ...Bien précieux et en partage

p.10 Moteur de la Paix internationale ?

p.11 La gestion de l'eau doit redevenir un enjeu politique

p.12 Washington : l'État aux 8 000 lacs manquera-t-il d'eau ?

p.13 Conseils consulaires en développement durable

p.13 La fresque du Climat, jouer à prendre conscience des enjeux

p.14 Phénomène cycloniques : une aggravation liée au réchauffement climatique

p.16 Résolution onusienne : une victoire incontestable pour le Vanuatu

p. 17 Sahel : désertification et restauration des paysages

p. 18 Expérimenter la décroissance à Budapest

p. 19 Le Delta du Mekong

p. 20 +1,5°C, en Australie, c'est déjà demain

p. 21 Eco-anxiété : agir pour se sentir mieux ?

p. 22 Surconsommation énergétique : la face cachée du numérique

• 23 Grand Angle

p.23 Chili : vers une Constitution « dépinochétisée » ?

• 24 Vie associative

p.24 Tous les jours pour la planète !

• 26 Culture

p.26 Emmanuelle Favier, une autrice qui ravive les destins hors du commun

FRANÇAIS DU MONDE

Magazine gratuit de Français du monde - ADFE

62 boulevard Garibaldi, 75015 Paris France

francais-du-monde.org/magazine

contact@francais-du-monde.org

Directeur de la publication | François Boucher

Rédactrice en chef | Vanessa Gondouin-Haustein

Comité de rédaction | Stéphane Arnoux, François Boucher, Isabelle Chardonnet, Claudine Lepage, Jean-Philippe Grange, Jérôme Guillot, Jaime Peypoch, François Roussel, Catherine Smadja-Froguel

PAO | Stéphane Arnoux

Le dossier

L'or bleu

Entre crises hydropolitiques et espoir

Face au réchauffement climatique qui s'aggrave un peu plus chaque jour, il est plus urgent que jamais d'assurer une répartition équitable de l'eau entre les individus et les nations. Pourtant, cette ressource rare, vitale et précieuse, partagée par 153 pays à travers le monde, n'a jamais été autant au cœur des conflits qu'en ce début du XXI^e siècle. L'or bleu est-il devenu plus précieux que le gaz ou le pétrole ?

« L'eau est un droit humain. Elle est à la base de tout effort de développement tendant à façonner un avenir meilleur. Toutefois, l'eau est en grand danger », plaidait récemment António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, lors de la Conférence sur l'eau qui s'est tenue en mars, à New York. Au cours de cette rencontre entre chefs d'État et de Gouvernement, l'organisation internationale a prévenu que d'ici 2030, la demande en eau sur terre dépassera de 40% les ressources disponibles. En effet, avec la surexploitation des nappes phréatiques (pâturages, agro-industrie et agriculture intensive, croissance urbaine, exploitations minières et centrales nucléaires), les ressources hydriques s'amenuisent à un rythme inquiétant.

Face à ce constat, il est de notre responsabilité de s'assurer que l'eau demeure un patrimoine commun de l'humanité. Intelligemment partagé, l'or bleu devient alors une solution aux conflits plutôt qu'une source de tension. L'accès universel à l'eau est un droit fondamental. En faire une priorité doit couler de source ! C'est la raison pour laquelle nous avons souhaité consacrer le dossier de ce magazine à cette thématique.

Dossier coordonné par **Vanessa Gondouin-Haustein**

Le réchauffement climatique lié aux activités humaines

À l'occasion de la publication du [sixième rapport du GIEC](#), en mars 2023, rencontre avec le paléoclimatologue français Jean Jouzel. Nommé en 1994 membre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), il a assuré de 2002 à 2015 la vice-présidence de l'un des trois groupes de travail au sein de l'Institution.

Comment analysez-vous les conclusions du dernier rapport du GIEC ?

Ce qui se dégage du dernier rapport, c'est la notion de certitude ! Il y a d'une part la certitude de la réalité du réchauffement climatique. Mais ce rapport affirme également de façon certaine que les activités humaines sont à l'origine du réchauffement des continents et des océans.

En quoi cela est-il une avancée majeure par rapport aux précédents rapports ?

Il apporte la preuve que non seulement le réchauffement climatique est dû aux activités humaines, mais que l'ensemble de ce dérèglement, qui représente un peu plus de 1 degré celsius depuis le début du XXe siècle, lui est attribuable et représente

Quels sont les impacts engendrés par une hausse de 1° celsius ?

Cette hausse de la température moyenne accélère l'augmentation du niveau de la mer, qui atteint trois à quatre millimètres chaque année. C'est deux fois plus rapide qu'il y a cinquante ans. Elle s'accompagne également d'une intensification des événements extrêmes.

C'est bien l'autre point marquant de ce rapport : il montre que ce que nous prédisons depuis cinquante ans, sur le rythme de réchauffement, l'accélération de l'élévation du niveau de la mer et l'intensification des événements extrêmes, nous le vivons aujourd'hui.

Et donc, le fait que la communauté des chercheurs et des climatologues a correctement envisagé l'évolution du climat au cours des 50 dernières années doit nous inciter à accorder davantage de crédibilité à leur travaux.

D'ailleurs, quelles conséquences le réchauffement climatique a-t-il sur les populations et notre quotidien ?

Le réchauffement climatique agit sur les écosystèmes dans lequel vivent les populations. On estime que la moitié de la population mondiale est directement impactée par le réchauffement climatique, avec des maladies et décès précoces. Ensuite, il ne faut pas oublier les conséquences sociales : déplacements de populations et risque d'accroissement des inégalités. Car ce sont les plus pauvres qui sont les premières victimes du réchauffement climatique et qui peuvent le moins y faire face.

Justement, comment appréhender ces impacts ?

Le deuxième groupe de travail du GIEC se penche justement sur l'adaptation des populations au réchauffement clima-

tique. Le [rapport spécial 1,5°C](#) publié en 2018 indique clairement qu'il serait plus facile pour les jeunes d'aujourd'hui de s'adapter aux changements climatiques, si le réchauffement planétaire était limité à 1,5° celsius plutôt qu'à 2 degrés.

Peut-on définir un calendrier de l'urgence climatique et de son impact à moyen et à long-terme ?

Le réchauffement climatique est pratiquement joué pour les deux prochaines décennies. En revanche, les décisions prises aujourd'hui joueront un très grand rôle sur le climat de la deuxième partie du 21e siècle. Les gens ne comprennent pas toujours l'urgence d'agir ! Or, agir maintenant ne signifie pas avoir un impact sur les dix prochaines années

mais sur ce qui va se jouer dans une cinquantaine d'années. Et c'est là le message clef qu'il faut retenir et qui n'est pas toujours très bien présenté. Le réchauffement est assez limité et nous pouvons aujourd'hui nous adapter. Mais ce que l'on met aujourd'hui dans l'atmosphère décidera du climat de l'après 2050.

Quels sont alors les solutions privilégiées par le GIEC ?

Il faut privilégier le développe-

ment des énergies non émettrices de CO₂ - renouvelables en premier lieu, nucléaire dans les pays qui en font le choix - pour sortir le plus rapidement possible des énergies fossiles. Il faut cesser la déforestation massive. Des mesures simples existent pour réduire les émissions de CO₂ comme la réduction de la vitesse sur les autoroutes ou la baisse de la production de véhicules lourds.

La volonté politique suffira-t-elle à enclencher les actions nécessaires visant à lutter contre le réchauffement climatique ?

La volonté politique, elle est souvent dans les textes - notamment en France où la neutralité carbone à l'horizon 2050 est inscrite dans la loi - qui s'appuient très clairement sur les rapports du GIEC. Toutefois, un fossé demeure entre les objectifs affichés et la réalité. À l'échelle planétaire, nous avons deux fois trop d'émissions par rapport à ce qu'il faudrait à l'horizon 2030. Au-delà des mesures concrètes, il y a tout un travail auprès des collectivités locales, auprès des entreprises et le rôle de chaque citoyen est également indispensable. Tout est important, le système éducatif, les médias, les citoyens, les ONGs et les politiques. Il faut agir dans toutes les directions pour avoir une chance d'être audibles et efficaces.

Propos recueillis par Vanessa Gondouin-Haustein (Pays-Bas)



Crédit photo : DR



Crédit photo : EELV/DJR

Poursuivre le combat écologique

Mélanie Vogel, Sénatrice écologiste des Français.es de l'Étranger

La crise climatique n'est depuis longtemps plus une perspective angoissante, elle est désormais une réalité pour toutes et tous. Les dérèglements de la Terre sont perceptibles, au quotidien, en France comme à travers le monde. Canicules, sécheresses et inondations bouleversent nos habitudes, elles menacent nos vies et nous imposent des changements radicaux.

Nous, toutes et tous, qui vivons à l'étranger connaissons déjà bien les conséquences de cette catastrophe annoncée. Témoins des dysfonctionnements d'un bout à l'autre de notre maison commune qu'est la planète, nous observons la crise climatique sous tous ses angles et sous toutes les latitudes. Nous sommes pour la France des sentinelles du climat, un rôle majeur pour alerter et pour sensibiliser sur les questions environnementales aux quatre coins du monde.

Nos élu-es de terrain, déjà, sont en première ligne. Ils et elles viennent en aide à nos ressortissant-es qui subissent, de par le monde, les contre-coups du réchauffement climatique. Ils et elles contribuent également à la prise de conscience climatique en rapportant les réalités du terrain, de leurs terrains, celles de leurs pays d'accueil : expériences réussies, errances politiques, initiatives originales, actions inabouties... Autant de retours qui contribuent à nourrir, en France, la réflexion sur les questions climatiques et environnementales, les solutions à apporter et les écueils à éviter.

Mais les Françaises et les Français de l'étranger ne font pas qu'observer. Grâce à la diversité de leurs parcours, ce sont également des actrices et des acteurs de cette transition écologique qui s'impose à nous. Dans nos écoles à l'étranger, des élèves se mettent au défi de réduire la consommation carbone de leurs établissements ; dans des entreprises créées par des Françaises de l'étranger, notamment dans l'économie sociale et solidaire, on mise sur l'énergie propre et l'on favorise le tourisme durable et solidaire. Même au sein de notre réseau diplomatique et consulaire, pourtant dramatiquement sous-financé, des initiatives voient le jour pour contribuer à la nécessaire révolution écologique.

Françaises et Français de l'étranger, nous sommes également au premier plan pour voir nos ami-es et nos alliés hors de France s'étonner de la démission du gouvernement actuel dans le combat pour la survie de la planète. Les ambitions vertes du candidat Macron en 2017 n'étaient qu'un écran de fumée. Report de la fermeture des centrales au charbon, report de la sortie des hydrocarbures, mépris de la Convention citoyenne, signature du CETA etc. Sans compter l'appel lancé par le président français le 11 mai dernier à Paris, exhortant à une « pause » dans la réglementation environnementale européenne, qui a perturbé jusqu'à son propre camp. En adoptant le discours de la droite européenne, favorable de longue date à un moratoire législatif sur l'environnement, Emmanuel Macron a affiché ses vraies couleurs et a confirmé l'aveuglement de l'exécutif face au plus grand défi auquel l'humanité est confronté.

Aux yeux du monde, la France n'est plus à l'avant-garde de la lutte contre le réchauffement climatique. Bien au contraire.

Nous, Françaises de l'étranger progressistes et écologistes, savons pourtant mieux que quiconque que la défense de l'environnement et la lutte contre le dérèglement climatique sont nécessaires, et que c'est d'abord une affaire de justice sociale et de solidarité : solidarité entre les Etats, parce que ce sont les pays les plus pauvres qui paient aujourd'hui le plus lourd tribut du bouleversement climatique ; solidarité entre nous toutes et tous, puisque ce sont, là encore, nos concitoyen-nes les plus fragiles qui subissent de plein fouet les conséquences de la crise environnementale.

“

les Françaises et les Français de l'étranger [...] sont également des actrices et des acteurs de cette transition écologique ”

Ce combat écologique et social, il nous faut le poursuivre, dans tous nos pays d'accueil. C'est à nous, Françaises et Français de l'étranger progressistes et écologistes, de démontrer qu'une autre France est possible. Une France qui n'est pas celle de la soi-disant « écologie » productiviste, chère au macronisme qui réprime les militant-es écologistes pour mieux abandonner la défense de l'environnement à la bonne volonté supposée des grandes entreprises. Mais au contraire une France solidaire et résiliente, qui reconnaît l'urgence de la crise écologique, prend sa part de responsabilité et s'attelle à la résoudre.

Mélanie Vogel, Sénatrice

L'or bleu : notre bien commun le plus précieux

Ressource précieuse, l'eau sous-tend l'entièreté des activités humaines. Les sécheresses endémiques qui se multiplient sur tous les continents rappellent combien il est impérieux de s'intéresser à la gestion de l'Or bleu. Explication par Frédéric Guarino, du [Peace Innovation Institute](#)

153 pays à travers le monde - sur les 193 États Membres que compte l'ONU - partagent l'eau. Lacs, rivières, nappes phréatiques traversent les frontières administratives et obligent les Gouvernements à coopérer (voir P.12). Le cadre de cette coopération s'organise sous forme de traités et entités internationales, telles que la [Commission Mixte Internationale](#) Canada-États-Unis pour la gestion des Grands Lacs, la [Commission du Mékong](#) (Cambodge, Laos, Thaïlande, VietNam) ou encore le [Traité sur le partage](#) des eaux du Nil.

L'accélération des changements climatiques force à repenser l'impact de ces interdépendances. Ainsi, un milliard d'humains du sous-continent indien dépendent des glaciers de l'Himalaya et déjà 600 millions d'entre eux sont en stress hydrique. Le Proche-Orient et la Turquie vivent des conflits ouverts ou larvés liés à l'eau (voir P.12). De même, l'exode de masse de la population syrienne des campagnes vers les villes a été provoqué par une intense sécheresse, dont le rôle a été prépondérant dans la détérioration du lien social et le soulèvement de 2011 qui a mené à la guerre civile. En Iran, les manifestations anti-gouvernementales s'accompagnent de protestations continues des paysans inquiets de la situation hydrique.

Sécheresses accrues en Europe

L'Europe, qui connaît ces dernières années des périodes de sécheresse de plus en plus intenses, s'interroge désormais sur leur impact à long terme. En Italie, les récoltes 2023 de blé sont mises en

péril, ce qui entraîne une augmentation du prix des produits alimentaires. L'Espagne a, quant à elle, commencé à tester des méthodes controversées telles que les retenues d'eau (méga-bassines) et le dessalement afin de satisfaire les besoins en eau des maraîchers espagnols qui nourrissent les pays voisins en fruits et légumes. Toutefois, cette politique affecte la protection de la biodiversité et l'utilisation équitable et durable des ressources.

Et extrêmes en Afrique

Le continent africain connaît le pire des scénarios avec, d'une part, des sécheresses extrêmes - comme en Afrique de l'Est où, par exemple, il n'a pas plu depuis quatre ans dans la région de l'Isolio au Kenya - et, de l'autre, des inondations sans précédent comme ce printemps au Rwanda et en République Démocratique du Congo. C'est pourquoi, la reverdisation des zones arides du Sahel laisse également espérer un avenir meilleur (voir P.17) !

Les autres continents ne sont pas épargnés

L'Asie fait face à des tensions similaires, en particulier dans la région du Delta du Mékong (P.19). Si les inondations survenues au Pakistan en 2022 ont tristement disparu de la une des médias, les conséquences en ont été désastreuses. Plus de 1.700 motrs, 33 millions d'habitants affectés, 250.000 habitations détruites et 1,8 million d'hectares de terres agricoles ravagées.

Quant à l'Amérique du Nord (voir P.14), le pays vit aussi bien des sécheresses extrêmes comme dans le sud-ouest des États-Unis que des crues printanières qui virent à des inondations jamais vues comme à Baie St-Paul au Québec.

Face à ces dérèglements extrêmes, mettre la gestion de l'eau au centre des politiques internationales est un impératif vital pour notre planète (voir P.13).

Nous devons collectivement accepter que le dérèglement climatique qui s'accélère rend caduques les prévisions passées. L'eau est une ressource précieuse et mérite d'être considérée avec soin, équité et bon sens.

La re-politisation et le recentrage du dossier « eau au cœur » des politiques publiques est donc impérieuse, c'est en partie ce qui a motivé la tenue à New York en mars 2023, pour la première fois depuis presque 50 ans, d'une conférence ONU sur l'eau.

Chiffres

En 2022, 5e année la plus chaude au niveau mondial, les catastrophes naturelles ont directement entraîné le décès de onze mille personnes (contre 9.320 en 2021) et causé des pertes financières de l'ordre de 270 milliards de dollars, selon le réassureur mondial et spécialiste des risques Munich RE. L'Amérique du Nord domine toujours la statistique des sinistres, avec environ 150 milliards de dollars de pertes estimées. L'ouragan Ian, qui a frappé la côte Ouest de la Floride fin septembre 2022, a balayé le continent avec des vents avoisinant les 250 km/h. Le bilan des pertes s'établit à environ 112 milliards de dollars. Il est ainsi devenu l'ouragan le plus coûteux de l'histoire après Katrina, qui a dévasté la Louisiane en 2005. Les inondations dans le Sud-Est de l'Australie ont coûté 4 milliards de dollars aux assureurs, alors qu'en Europe, la sécheresse a causé des dommages indirects difficiles à chiffrer.

Jean-Philippe Grange,
Conseiller des Français de l'étranger (Australie)

...Bien précieux et en partage

L'eau couvre 70% de la planète, avec seulement 2,8% d'eau douce, dont la plus grande réserve se trouve en région polaire à l'état de glace. Elle est donc difficilement exploitable. L'eau est aujourd'hui au cœur de nombreux conflits géopolitiques.

Décryptage par Franck Pajot, Conseiller des Français de l'étranger (Chine)

La première menace vient de l'assèchement des nappes phréatiques, notamment dans les sous-sols algérien, libyen et tunisien, qui constituent la plus grande nappe phréatique du monde. A plusieurs kilomètres de profondeur, 30.000 km³ d'eau s'accumulent. Chaque année, 2,75 km³ d'eau sont prélevés au total dans la région, mais la recharge moyenne n'est que de 1,4 km³ (environ 40%). Par conséquent, 60% des ponctions annuelles ne sont pas compensées. Malgré une recharge significative, le système aquifère du Sahara Septentrional demeure donc surexploité. L'agriculture est la première utilisatrice de ces ressources souterraines. Environ 40% des aliments que nous cultivons sont arrosés d'eau provenant de captages souterrains. Il faut des années pour que les conséquences d'une surexploitation des eaux souterraines soient visibles. Le résultat est le lent assèchement de milliers d'écosystèmes fluviaux dans le monde. Quelque 15 à 21% des bassins versants d'où l'eau souterraine est extraite ont déjà dépassé un seuil écologique critique. Ce nombre pourrait atteindre 40 à 79% d'ici 20 ou 30 ans, avec des conséquences évidentes sur la faune et la flore environnante.

L'eau : bien commun environnemental ?

L'eau, qui est devenue une ressource marchande, est aujourd'hui objet de nombreuses spéculations. Ressources naturelles partagées, certains territoires ont doté "l'eau", "bien commun environnemental" d'un statut éthique et juridique. En effet, les peuples autochtones Maoris de la Nouvelle Zélande ont permis au fleuve Whanganui de disposer d'une personnalité juridique. En France, des mouvements de municipalisation de l'eau défendent également le statut de l'eau comme bien commun environnemental. Toutefois, cette municipalisation n'est pas suffisante et doit s'accompagner d'une gestion efficace.

En 1993, l'autorité des eaux de Phnom Penh (Cambodge) était en faillite et le service y était extrêmement inefficace. L'institution - gangrénée par la corruption - souffrait alors d'une très mauvaise gestion et perdait en moyenne 72% de son eau à cause de fuites non répertoriées. Après avoir amélioré ses

pratiques de gestion, elle a pu fournir une eau potable plus régulièrement. Aujourd'hui, les personnes les plus pauvres de cette métropole ont accès à une eau propre, potable et moins chère.

Remédier à la pénurie hydrique

Autrement dit, une gestion plus efficace de l'eau, assortie à une consommation parcimonieuse, peuvent remédier à la raréfaction de l'eau douce. Une ville qui ne possède pas, au moins 150 mètres cubes d'eau douce par habitant annuellement, souffre d'une pénurie hydrique. Il faut souligner que l'eau n'est pas comme le pétrole. Personne ne la consomme vraiment entièrement. Ainsi, 99% de l'eau qui arrive dans une maison part ensuite dans les eaux usées. La question fondamentale aujourd'hui est de savoir comment gérer les eaux usées afin de pouvoir les réutiliser. C'est la raison pour laquelle l'eau - ressource précieuse et inestimable - demeure au cœur de nombreuses tensions et de conflits entre pays et entre régions.

Crise hydropolitique

Dans le triangle d'Asie du Sud, le réchauffement climatique et son impact sur la fonte des glaciers accroît les risques d'inondation à court terme, créant de nombreuses tensions entre les nations frontalières. L'Inde est située au cœur de ce puzzle hydropolitique. Le partage de l'eau de l'Himalaya s'impose comme une source majeure de frictions entre les pays avoisinants. L'ombre du conflit plane également sur le Mékong, où près de 70 millions de personnes dépendent des eaux du fleuve, sur lequel de nombreux barrages chinois poussent. Les États-Unis s'en sont mêlés et ont installé plus d'un millier d'entreprises au Vietnam en vue de réaliser des investissements importants, espérant ainsi favoriser la cohésion régionale des pays du bas Mékong.

Eau comme fin, eau comme moyen ?

En Asie centrale, depuis les années 1960, la Turquie s'est également lancée dans la construction de barrages le long du Tigre et de l'Euphrate, sur des territoires kurdes. Ces projets titanesques sont un moyen pour l'État turc de contrôler les populations kurdes locales et de forcer leur déplacement. Quant à la rivière Araxe d'Asie occidentale, elle provoque des tensions entre l'Iran, la Turquie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

L'eau est désormais devenue un moyen pour les États de mener des stratégies guerrières. Les problématiques liées à l'eau traversent aussi bien les questions géopolitiques que les politiques locales. Elles impactent les politiques locales (agriculture, municipalisation, gestion des eaux usées) aux enjeux plus globaux (marchandisation, marchés financiers, conflits internationaux). À ce titre, l'eau qui nous paraît couler en abondance, claire et bon marché sur nos légumes ou dans nos douches est loin d'être aussi limpide qu'elle en a l'air !

Franck Pajot (Chine)

Moteur de la Paix internationale ?

Les experts s'accordent sur un point : la raréfaction de l'eau douce semble inéluctable. Selon les Nations Unies, l'eau pourrait même devenir, d'ici à 50 ans, un bien plus précieux que le pétrole. Un pays qui manque d'eau ne peut en effet ni nourrir sa population, ni se développer ; la consommation en eau par habitant est d'ailleurs désormais considérée comme un indicateur du développement économique.

Avoir accès à l'eau, « l'or bleu » est donc un enjeu planétaire qui pourrait devenir l'une des premières causes de tensions internationales, notamment parce que plus de 40 % de la population mondiale est établie dans les 250 bassins fluviaux transfrontaliers du globe et se trouve donc obligée de partager l'eau avec les habitants d'un pays voisin. Ainsi, lorsqu'un cours d'eau traverse une frontière, il devient un véritable instrument de pouvoir aux mains du pays situé en amont puisqu'il a la maîtrise du débit de l'eau. La situation n'est pas récente. En 1503 déjà, Léonard de Vinci conspirait avec Machiavel pour détourner le cours de l'Arno en l'éloignant de Pise, une cité avec laquelle Florence, sa ville natale, était en guerre. Aujourd'hui, l'eau est encore source de contentieux, aussi bien au Nord qu'au Sud de l'Afrique, au Proche-Orient, en Amérique centrale, au Canada ou dans l'Ouest des États-Unis.

Inégales répartitions

Dans la région aride du Proche-Orient, les fortes concentrations humaines ne se situent pas là où il pleut le plus, mais dans les trois grands bassins fluviaux du Moyen-Orient qui permettent l'irrigation permanente pour l'agriculture et l'approvisionnement en eau du Nil (concentrant plus de 80 millions de personnes sur ses rives) ; du Tigre et de l'Euphrate (40 millions) et du Jourdain (15 millions). Au total, ces trois fleuves fournissent 160 à 200 milliards de mètres cubes par an, très inégalement répartis entre les États. Ainsi l'Égypte, entièrement tributaire du Nil pour l'eau, doit la partager avec dix autres États, notamment l'Éthiopie et le Soudan. Quant à l'Irak et à la Syrie, ils sont tous deux à la merci de la Turquie, où les deux fleuves qui les alimentent, le Tigre et l'Euphrate, prennent leur source. L'eau de l'Euphrate a d'ailleurs souvent servi d'arme brandie par la Turquie contre ses deux voisins : grâce aux nombreux barrages qu'elle a érigés sur le cours supérieur du fleuve et qui

lui permettent d'en réguler à sa guise le débit en aval, la Turquie s'est donné un puissant moyen de pression. Si la Turquie et l'Irak disposent de plus de 4000 mètres cubes par personne et par an, et le Liban, environ 3000 m³/personne/an, au-dessus de la moyenne de la région (1800 m³/personne/an), la Syrie et l'Égypte en ont environ 1200 m³/an/hab, alors qu'Israël et la Jordanie avec 300 m³/an/hab ou les Territoires palestiniens (Cisjordanie-Gaza, avec 200 m³/an/hab) se trouvent en dessous du seuil critique de 500 m³/an/hab. Le Moyen-Orient présente donc le paradoxe de bénéficier de beaucoup d'eau mais également de comporter de nombreuses zones en pénurie chronique.

Avec l'essor démographique, l'accroissement des besoins et les conséquences des dérèglements climatiques, nous nous trouvons à la croisée des chemins. Soit les tensions vont se multiplier et s'exacerber, avec des guerres autour de l'eau ou des conflits utilisant l'eau comme arme de guerre (dynamitage du barrage de Khakovkha) ; soit les exigences d'une gestion commune et maîtrisée de l'eau vont devenir un facteur de paix. Est-ce totalement irréaliste ? Pas forcément. Au plus fort de la guerre qui les opposait dans les années 1960, l'Inde et le Pakistan n'ont jamais interrompu le financement des travaux d'aménagement qu'ils menaient en commun sur le fleuve Indus. Israël et la Jordanie se sont retrouvés autour de la nécessité de partager le Jourdain.

Accords de partage ?

Aujourd'hui, ce sont les eaux du Nil qui doivent faire l'objet d'accords de partage afin de garantir à tous les pays qui en dépendent un accès équitable, ainsi que de préserver cette ressource à long terme. L'Éthiopie est l'un des pays disposant des plus grandes ressources hydriques du continent africain, avec les principales sources du Nil. Pourtant, l'Éthiopie n'a jamais eu la possibilité d'utiliser cette res-

source pour se développer. En cause, la signature de traités inégaux entre le Soudan et l'Égypte en 1929 et 1959. En 2011, l'Éthiopie décide d'en finir avec cette hégémonie séculaire et de se réapproprier les eaux du Nil en lançant la construction du plus grand barrage hydroélectrique du continent. L'objectif n'est pas tant de reprendre le contrôle de l'eau que d'assurer la production de suffisamment d'énergie pour électrifier le pays et améliorer les conditions de vie des Éthiopiens, qui dépendent encore du bois pour se chauffer, cuisiner ou simplement s'éclairer. Deuxième pays le plus peuplé du continent (120 millions d'habitants), l'Éthiopie n'exploite que 3 % de son potentiel hydroélectrique tandis que la moitié de la population n'a toujours pas accès à l'électricité. Cette remise en question de l'équilibre géopolitique régional a suscité la colère des Égyptiens et des Soudanais.

Depuis lors, ont commencé des négociations entre les trois pays pour arriver à un accord qui permettrait à l'Éthiopie de faire usage du barrage pour se développer sans affecter la sécurité et l'économie des pays situés en aval. C'est ce qu'a rappelé le Premier ministre Abiy Ahmed en janvier 2022 : « Sans électricité, aucun pays n'a jamais réussi à vaincre la pauvreté, à assurer une croissance inclusive, à garantir une vie digne à ses citoyens et à atteindre un développement économique, social et environnemental durable. C'est pourquoi l'Éthiopie estime que les eaux du Nil peuvent être exploitées de manière raisonnable et équitable au profit de tous les habitants des pays riverains ». Mais entre droits historiques et droits d'usage, les relations dans le bassin du Nil restent pour l'instant... électriques.

Aller plus loin

[Le long du Nil, un si difficile partage des eaux](#), de Bastien Massa, publié par Afrique XXI.

En savoir plus : www.afriquexxi.info

Catherine Smadja-Froguel (Royaume-Uni)

Entretien Anne Le Strat

La gestion de l'eau doit redevenir un enjeu politique

La repolitisation et le recentrage de la thématique de l'eau au cœur des politiques publiques est impérieuse. C'est en partie l'une des raisons pour laquelle l'Organisation des Nations Unies a organisé du 22 au 24 mars, à New York, une conférence sur l'eau. Les engagements pris au cours de cet événement mettront l'humanité « sur la voie d'un avenir où la sécurité hydrique sera assurée pour chacun et chacune d'entre nous », a souligné le Secrétaire général de l'ONU lors de la clôture. Frédéric Guarino a rencontré Anne Le Strat, ancienne adjointe au Maire de Paris, Conseillère pour le **GWOPA-UN Habitat** et Docteure en géopolitique de l'eau.

Quel est le rôle de l'ONU pour garantir l'accès à l'eau potable ?

La résolution 64/292 (2010) de l'ONU reconnaît « le droit à l'eau potable et à l'assainissement sûrs et propres comme un droit de l'homme essentiel à la pleine jouissance de la vie ». Toutefois, près d'un tiers de la population mondiale n'a toujours pas un accès garanti à l'eau et à l'assainissement et cette injustice frappe essentiellement les femmes et les plus vulnérables.

Que faut-il retenir de la conférence sur l'eau qui s'est tenue au siège de l'Organisation en mars ?

Cette conférence onusienne, la seconde en 46 ans, était très attendue par les acteurs publics, les militants et les Organisations de la société civile qui travaillent sur les questions relatives à l'eau. Pourtant, cette rencontre fut décevante. Elle n'a débouché sur aucun engagement contraignant pour les États. Elle a surtout privilégié les vues des acteurs privés et financiers au lieu de donner la parole à celles et ceux qui sur le terrain œuvrent quotidiennement pour améliorer l'accès à l'eau pour toutes et tous. Si parler de cette conférence peut favoriser l'implication d'un plus grand nombre d'actrices et d'acteurs pour répondre aux défis liés à l'eau, elle aura au moins servi à cela.

Vous avez publié le 15 juin aux éditions du Seuil un ouvrage intitulé *Eau, état d'urgence*. Votre livre appelle à une repolitisation de la question de l'eau, pourquoi ?

En effet, nous faisons face à une crise de l'eau, qui ne peut plus être ignorée dans le contexte de tensions croissantes autour de son partage. Elle va nécessairement s'aggraver avec les changements climatiques et le dépassement des limites planétaires.



Il est urgent de sortir l'eau pour devenir un enjeu de débat politique. Nous devons sortir l'eau de la sphère technologique et technocratique dans laquelle elle a été enfermée depuis des décennies et nous réapproprié collectivement les enjeux de sa gestion sur nos territoires avec une meilleure gouvernance démocratique qui réponde aux conflits grandissants.

Comment envisagez-vous cette meilleure gouvernance ?

Nous n'y arriverons pas par des innovations techniques, mais par de nouvelles politiques de l'eau acceptées socialement et qui préservent en quantité et en qualité les ressources indispensables au maintien des conditions de vie sur terre. Face aux logiques d'accaparement, de privatisation et d'extractivisme, il faut réaffirmer le caractère de bien commun de l'eau, dont la gestion doit être gouvernée au nom de l'intérêt collectif, englobant tous les écosystèmes vivants. C'est tout notre système politique et démocratique qui doit être repensé, notamment lorsqu'il s'agit de la gestion et du partage des ressources naturelles, au premier desquelles se trouve la question de l'eau !

Propos recueillis par Frédéric Guarino

« Eau, état d'urgence », par Anne Le Strat

Les sécheresses estivales et hivernales que connaît la France mettent de nombreuses régions sous tension hydrique. Loin d'être exceptionnelle, cette situation va devenir notre quotidien. Face au risque d'une crise de l'eau, ressource naturelle la plus menacée par le dérèglement climatique, le « plan eau » du gouvernement propose des ajustements techniques tournés vers le court-terme et quelques intérêts privés. Il y a pourtant urgence à réinterroger les usages de l'eau, son partage et sa gestion, et à déployer une nouvelle politique – déjà à l'œuvre sur de nombreux territoires urbains et ruraux – essentielle à la garantie d'une Terre habitable.

Eau : l'état d'urgence

Anne Le Strat

Les sécheresses estivales et hivernales que connaît la France mettent de nombreuses régions sous tension hydrique. Loin d'être exceptionnelle, cette situation va devenir notre quotidien. Face au risque d'une crise de l'eau, ressource naturelle la plus menacée par le dérèglement climatique, le « plan eau » du gouvernement propose des ajustements techniques tournés vers le court-terme et quelques intérêts privés. Il y a pourtant urgence à réinterroger les usages de l'eau, son partage et sa gestion, et à déployer une nouvelle politique – déjà à l'œuvre sur de nombreux territoires urbains et ruraux – essentielle à la garantie d'une Terre habitable.

Washington

L'État aux 8 000 lacs manquerait-il d'eau?

Après avoir passé un an en Californie et avoir vécu les méga-feux de 2020, j'ai déménagé à Seattle, dans l'État de Washington situé au Nord-Ouest du pays. Dans ce lieu connu comme la ville émeraude en l'honneur de ses immenses étendues de forêts et d'eaux, prospérant sous la pluie quasi quotidienne, j'avais pensé nous mettre à l'abri de la folie climatique en cours. Pourtant la région fait aussi face à des enjeux environnementaux qui touchent à son identité même.

Entre les précipitations régulières, l'océan Pacifique, les lacs, les rivières, l'eau y est présente partout. La construction de barrages et de réservoirs a donc été un élément central dans l'histoire des tribus amérindiennes autochtones et le développement de la région pour la distribution d'eau potable, la navigation, l'irrigation agricole et la production d'électricité. À titre d'exemple, le barrage de Grand Coulee sur la rivière Columbia dessert la septième plus grande centrale hydroélectrique du monde. En 2022, l'hydroélectricité représentait 67% de la production totale d'électricité de l'État. Les grands réservoirs sont constitutifs de l'identité de l'État mais leur gestion actuelle pose de sérieux problèmes.

Des réservoirs inadaptés aux nouvelles conditions climatiques

Crystal Raymond, une amie et experte en changement climatique à l'Université de Washington m'a appris, à ma grande surprise, que les problématiques californiennes de ressources en eau nous rattrapent, alors que notre État est connu pour sa pluviométrie extrêmement importante. "Les hivers plus doux et pluvieux ne permettent plus le stockage de l'eau sous forme de neige et de glace en montagne", analyse-t-elle. "Ce stockage compact permettait non seulement de conserver une quantité d'eau plus importante mais aussi d'assurer une diffusion plus lente de cette eau au moment des fontes de printemps. Désormais, en hiver, les pluies plus importantes font déborder les réservoirs inadaptés à ces nouvelles conditions climatiques", laissant se déborder une quantité d'eau douce non négligeable. En parallèle, les étés plus secs, plus longs et plus chauds engendrent une fonte trop rapide des glaces, provoquant des crues importantes et des inondations qui érodent davantage les sols. Autre effet de l'augmentation des tempéra-

tures, les réservoirs s'évaporent plus rapidement sous l'effet de la chaleur, avec des conséquences dévastatrices pour les plaines agricoles situées à l'est des montagnes, qui reçoivent peu de précipitations et sont totalement dépendantes des réservoirs.

Des réservoirs très controversés

Suffirait-il alors de construire davantage de réservoirs ou d'agrandir ceux existants ? La question n'est évidemment pas aussi simple. Ces barrages et réservoirs sont très controversés par différentes parties prenantes, notamment les mouvements écologistes et universitaires, de nombreux politiques mais également les tribus amérindiennes locales. L'installation de barrages et de réservoirs a eu pour conséquence de modifier le débit naturel des rivières. Leurs installations impactent directement la faune et la flore locale - on pense notamment aux saumons - affectant ainsi la vie des communautés locales amérindiennes. Ces constructions ont d'ailleurs provoqué de nombreux déplacements des populations locales entraînant la perte de leurs terres traditionnelles. Il faut savoir que les relations entre l'État de Washington et les tribus autochtones sur l'accès et la gestion de l'eau ont pendant très longtemps été complexes, voire conflictuelles. Au cours des dernières décennies, de nombreux efforts ont été déployés pour réparer ces injustices historiques et reconnaître la souveraineté des tribus amérindiennes dans la gestion des ressources en eau. Aujourd'hui, de nombreuses communautés natives américaines ont établi des codes et des plans de gestion hydrique en vue d'affirmer leurs droits à cette ressource précieuse et ainsi protéger leurs patrimoines culturels et écologiques.

Convergence de solutions face à l'aporie climatique

En réponse à ces nombreuses préoc-

cupations, Crystal Raymond explique qu'il n'y a évidemment pas une seule solution. Il faut agir sur tous les fronts : sensibiliser à une meilleure, et bien sûr moindre, utilisation de l'eau, travailler en partenariat avec les industries locales et le secteur agricole pour protéger la qualité et l'intégrité de cette ressource indispensable. Quant aux barrages et réservoirs, un mouvement est en cours pour stopper leurs constructions, voire supprimer ceux existants. A minima, il sera vital d'en modifier la gestion pour éviter le gaspillage et les fuites.

Crystal Raymond met également l'accent sur l'intérêt croissant pour des approches plus durables et respectueuses de l'environnement. Des réservoirs plus petits, moins disruptifs permettraient la création de poches d'eau naturelles pour s'adapter aux nouvelles contraintes climatiques, un peu comme le font les castors, dont elle prône la réintroduction dans la nature. Lorsqu'ils fabriquent leurs huttes, ces ingénieurs animaux aquatiques construisent de petits barrages et des mini-réservoirs riches en biodiversité, qui leur permettent de s'adapter en cas de sécheresse, d'inondations et de feux de forêts. Ces écosystèmes extrêmement résilients constituent une véritable source d'inspiration pour développer des solutions de lutte contre le dérèglement climatique.

En l'écoutant parler de castors, de saumons et des traités passés avec les populations amérindiennes, je suis frappée par ces deux visions du monde que tout oppose. L'une destructrice du vivant, principalement animée par l'esprit de lucre, et l'autre respectueuse du monde qui l'entoure et qui propose une cohabitation harmonieuse entre les Hommes et la Nature. Cette dichotomie peut paraître simpliste et elle l'est sans aucun doute. Mais, je la préfère à toutes nos justifications et raisonnements abstrus qui nous poussent dans une impasse.

Milka Pantélic (États-Unis)

Conseils consulaires en développement durable

En tant que présidente du Conseil consulaire de la 4e circonscription d'Amérique du Nord et avec le soutien de plusieurs conseillers, j'ai convoqué en septembre 2021 notre premier Conseil consulaire dédié au développement durable. À ce Conseil étaient conviés, en plus des conseillers et des représentants du consulat, des représentants des deux établissements scolaires Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) de Montréal.

Lors de ce Conseil, des échanges ont eu lieu afin de déterminer les actions à mener pour diminuer l'impact environnemental du consulat. Après avoir longuement échangé, les conseillers des Français de l'étranger se sont engagés à signer une charte de « l'élú écoresponsable ». Les représentants des établissements scolaires, déjà impliqués dans le développement durable au sein de leurs établissements, ont également présenté leurs différentes actions et idées.

À l'issue de cette rencontre consulaire et grâce à Anthony Lopez, conseiller des Français de l'étranger, une « Fresque du climat » a été organisée pour l'ensemble des conseillers consulaires, des personnels du consulat et des établissements scolaires impliqués dans le développement durable. Cet événement a enthousiasmé l'ensemble des participants et un certain nombre d'entre eux a décidé de se former en tant qu'animateur afin d'organiser, à leur tour, des « Fresques du climat », notamment dans les établissements scolaires.

Ce Conseil consulaire en développement durable et les échanges qui ont suivi ont permis, à l'ensemble des personnes présentes, de découvrir les actions déjà menées ou à mener, d'identifier les acteurs impliqués dans ces actions et ont donné à tous une nouvelle motivation après cette période de pandémie.

Gwenaëlle Olivié
Conseillère des Français de l'étranger (Canada)

La Fresque du Climat, jouer à prendre conscience des enjeux

« Le réchauffement climatique, comment ça marche ? Première option pour avoir la réponse : lire un rapport du GIEC. Résultat assuré, mais 2000 pages à parcourir ! Deuxième option : jouer à la Fresque du Climat. Ce jeu participatif par équipes, qui s'adapte à l'auditoire, permet de faire comprendre, en seulement quelques heures, les principaux mécanismes à l'œuvre dans ce dossier éminemment complexe. L'essayer, c'est l'approuver ! » Cette citation de Jean-Marc Jancovici, Expert auprès du Haut Conseil pour le Climat, permet de mieux comprendre l'intérêt de vulgarisation scientifique, pédagogique du jeu La Fresque du Climat et son succès. Depuis 2018, on compte 1 million de participants dans 130 pays, en 45 langues, le tout accompagné par 45 mille bénévoles. La Fresque du Climat a permis la diffusion rapide et à grande échelle d'une compréhension partagée des enjeux climatiques au niveau mondial, avec pour raison d'être de contribuer à déclencher, au plus tôt, les bascules nécessaires à la préservation du vivant.

Mais La Fresque du climat, c'est avant tout une association française loi 1901 fondée en décembre 2018 par Cédric Ringenbach qui après trois ans de mise au point a conçu ce concept. Si le sujet abordé dans le cadre de ce jeu est extrêmement sérieux, il est traité lors d'un atelier ludique de 3 heures au cours duquel des cartes « causes » et « conséquences » du réchauffement climatique sont à disposer sur une fresque, afin d'obtenir une vision globale du problème et des enjeux.

C'est un jeu de réflexion collective qui permet à des groupes de 4 à 8 personnes de partager ensemble connaissances, découverte d'éléments parfois inconnus, et d'associer les différentes composantes du changement climatique selon leurs liens de cause à effet. Cela est possible grâce au positionnement réfléchi des cartes et à des flèches les reliant entre elles.

Pour faire fonctionner l'atelier il faut très peu de chose, une grande table sur laquelle sont disposés deux mètres de papier et un jeu de 42 cartes qui servent de base à l'atelier. Ce jeu qui permet à chacun d'être formé aux bases scientifiques du climat pour comprendre la situation, agir vite et accepter collectivement les changements à faire, se fonde sur les conclusions du dernier rapport du Groupe international d'experts sur le climat (GIEC). Cependant, il n'est pas nécessaire d'être un expert pour animer le jeu et tout le monde peut se former et ainsi contribuer à expliquer le fonctionnement du climat, comment tout est lié et pourquoi il est essentiel d'agir. L'association **La Fresque du Climat**, fresqueduclimat.org, propose même des formations très courtes en ligne pour devenir animateur et ainsi passer à l'action pour bien saisir l'ampleur des enjeux. A votre tour d'agir en proposant autour de vous, à vos amis, à vos collègues un atelier d'intelligence collective et ludique sur les causes et les conséquences du réchauffement climatique.

Jaime Peypoch
Section Vietnam



Phénomènes cycloniques : une aggravation liée au réchauffement climatique

Les études les plus récentes sur les phénomènes cycloniques (ouragans, cyclones et typhons) ont démontré que leur intensité moyenne augmente d'une décennie à l'autre, qu'ils gagnent en intensité de plus en plus rapidement dans leur cycle de vie et qu'ils se déplacent plus lentement et plus proches des pôles. Le changement climatique est probablement la cause de ces évolutions aux impacts dévastateurs sur les populations.

Analyse par Jean-Philippe Grange,
Conseiller des Français de l'étranger
(Australie)

Les données enregistrées durant les cinquante dernières années par le Centre national des ouragans américain (NHC) montrent une nette tendance à l'intensification des événements cycloniques depuis la fin des années 1990. En moyenne, nous sommes passés de cinq cyclones par an, toutes catégories confondues, au cours des décennies 1970-1980 et 1980-1990, à près de huit pour les décennies 2000-2010 et 2010-2020. Mais peut-on pour autant dire que cette intensification est provoquée par le réchauffement climatique ? « Des cyclones d'une intensité plus grande sont l'une des conséquences attendues du changement climatique », expliquait à l'AFP dès 2017 Valérie Masson-Delmotte, membre du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Une analyse confirmée depuis par des récentes évaluations émises par des spécialistes du climat : « La proportion de cyclones tropicaux intenses (catégorie 4-5) et les vitesses maximales des vents des cyclones tropicaux les plus intenses devraient augmenter à l'échelle mondiale avec le réchauffement climatique » (GIEC, 2021).

La chaleur de l'océan, l'humidité de l'air, le vent : tous ces ingrédients entrent en jeu dans la formation de ces phénomènes. Et tous sont affectés par les dérèglements climatiques qui ont un effet sur presque tous les phénomènes météorologiques. Plus la température de l'eau et le taux d'humidité sont élevés, plus le cyclone peut prendre de l'intensité. Or, ces deux éléments sont plus intenses du fait de l'augmentation de l'effet de serre, et les climatologues considèrent qu'il y a 7% d'humidité en plus dans l'atmosphère par degré de réchauffement.

Évolutions inquiétantes

Comme le précise Jeff Masters, météorologue du programme Yale Climate Connections, « les ouragans et les typhons sont des moteurs thermiques, ce qui signifie qu'ils prennent l'énergie thermique des océans et la convertissent en énergie cinétique que sont les vents. Si vous augmentez la quantité d'énergie thermique dans l'océan en le réchauffant, vous allez augmenter non seulement l'intensité maximale qu'ils peuvent atteindre, mais aussi la vitesse à laquelle ils atteignent cette intensité maximale ». « Le changement climatique augmente à la fois l'intensité maximale que ces tempêtes peuvent atteindre, et le taux d'intensification qui peut les amener à ce maximum », renchérit Jim Kossin, ancien climatologue à l'Agence américaine océanique et atmosphérique (NOAA) et consultant pour l'entreprise Climate Service.

Les chercheurs ont aussi remarqué que les cyclones s'intensifiaient désormais beaucoup

plus rapidement que par le passé et ce, depuis 2017 et l'ouragan Harvey. L'autre tendance inquiétante dégagée par les experts repose sur le fait que les cyclones tropicaux se déplacent moins rapidement et stagnent pendant de plus longues périodes lorsqu'ils s'approchent des côtes, occasionnant davantage de précipitations sur une même région. De plus, la latitude où ils atteignent leur intensité maximale s'approche beaucoup plus que par le passé des pôles, et le niveau de l'eau qui monte ajoute au risque d'inondation.

Outre l'intensification rapide, le réchauffement climatique entraîne également un déplacement des ouragans, des typhons et des cyclones. Ainsi, Météo-France prévoit un décalage progressif de l'activité cyclonique vers le Nord au cours de la seconde moitié du XXI^e siècle, ce qui exposera davantage la côte Est des États-Unis et du Canada. Ce décalage vers les pôles affectera de façon croissante, dans l'hémisphère Sud, les terres de l'Océan Indien et du Pacifique Sud.

Impacts significatifs en Amérique latine et dans les Caraïbes.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, le changement climatique et ce type de phénomènes météorologiques extrêmes menacent la santé et la sécurité des personnes, la sécurité alimentaire, hydrique et énergétique ainsi que l'environnement.

Selon les deux derniers rapports de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), les répercussions s'étendent à toute la région y compris les sommets andins, les gigantesques bassins fluviaux et les îles de faible altitude. Les précipitations liées aux incendies et à la disparition des forêts, lesquelles constituent un puits de carbone essentiel, sont par ailleurs mises en relief.

Au cours des trois dernières années, le climat en Amérique latine et dans les Caraïbes offre un aperçu des effets de l'augmentation des températures, de la modification du régime des précipitations, des tempêtes et du recul des glaciers. Ces phénomènes sont transfrontaliers, comme la sécheresse au Pantanal, en Amérique du Sud, et la saison intense des cyclones en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Une situation mise en évidence en 2020 par les ouragans dévastateurs et meurtriers Eta et Iota au Guatemala, Honduras, Nicaragua et Costa Rica ; et plus récemment Julia, en 2022, sur plusieurs pays de cette région. Des événements assez rares jusqu'à présent, qui pourraient être de plus en plus fréquents dans ces régions pauvres et isolées.

Jean-Philippe Grange (Australie)

Résolution onusienne : une victoire incontestable pour le Vanuatu

Le Vanuatu est particulièrement exposé aux risques naturels. En effet, l'archipel est situé sur la ceinture de feu du Pacifique – qui désigne l'alignement de volcans qui borde l'océan Pacifique – provoquant éruptions, séismes et potentiellement tsunamis. De plus, il est dans une zone cyclonique intense. Pour toutes ces raisons, le Vanuatu est considéré par le World Risk Index comme le pays le plus exposé aux risques naturels au monde. Cependant, je considère comme une chance incroyable de vivre au Vanuatu et je suis extrêmement fier d'avoir acquis la nationalité de cette jeune nation indépendante depuis 1980. Par Georges Cumbo, Conseiller des Français de l'étranger au Vanuatu.

Le Vanuatu et son peuple sont d'authentiques défenseurs de leur environnement et de la planète. Il y a quelques années l'archipel s'engageait dans la lutte contre la pollution plastique en instaurant une politique exemplaire de régulation des plastiques à usage unique incluant l'interdiction des sacs, des pailles, etc. Aujourd'hui, de nombreuses associations travaillent avec le gouvernement pour la mise en place d'un système général de consigne de contenants de boissons (plastique, verre et autres). Le Vanuatu peut être considéré comme un précurseur et un exemple pour les autres pays du secteur.

Résolution onusienne

Cette année, l'Archipel composé de 83 îles a créé l'événement dans le combat contre le dérèglement climatique. Le 29 mars dernier, l'ONU a adopté une résolution qualifiée "d'historique" concernant la justice climatique. En effet, l'Assemblée générale a adopté par consensus une résolution faisant part de son intention de demander à la Cour internationale de Justice (CIJ) un avis consultatif sur les obligations des États à l'égard des changements climatiques. Le libellé de cette résolution, qui a été présentée par le Premier ministre du Vanuatu,

précise que cet avis vise à définir les obligations qui incombent aux États en ce qui concerne la protection du système climatique et d'autres composantes de l'environnement contre les émissions anthropiques de gaz à effet de serre. « Aujourd'hui, nous avons été témoins d'une victoire épique pour la justice climatique », a commenté avec fierté M. Ishmael Kalsakau, Premier ministre de l'archipel. Cette adoption est le fruit d'une longue campagne initiée en 2021. L'initiative est venue d'un groupe d'étudiantes et étudiants en droit du campus vanuatais de l'Université de South Pacific. Pour ces jeunes, il semblait impérieux et justifié de mettre les pays pollueurs face à leurs responsabilités. Cette question résonne d'autant plus au moment où la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) examine des requêtes climatiques contre la France et la Suisse.

Résolution non contraignante

Selon le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, il s'agit désormais d'« écrire ensemble l'Histoire ». Même si l'avis de l'organe judiciaire des Nations Unis ne sera pas contraignant, il conduira les dirigeants du monde à « prendre les mesures climatiques plus courageuses et plus fortes

dont le monde a si désespérément besoin ». Les États-Unis et la Chine ne font pourtant pas partie des quelque 130 pays ayant coparrainé l'initiative. L'avis de la Cour internationale de Justice (CIJ) n'étant pas contraignant, il est à craindre que certains États n'infléchissent pas leurs émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, cela représente une victoire incontestable pour l'Archipel. Il s'agit en outre de l'une des plus importantes étapes dans la lutte contre le dérèglement climatique depuis l'Accord de Paris.

Il faut rappeler que le dérèglement climatique est une réalité qui impacte le quotidien des Ni-Vanuatu. En mars dernier, l'archipel était frappé par deux cyclones de catégories 4 et 5. Ce type d'événements a tendance à s'intensifier en force et fréquence depuis une dizaine d'années. C'est pourquoi, au Vanuatu, la nouvelle a été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme et de satisfaction. Le jour du vote, un grand concert a été organisé dans la capitale pour célébrer l'événement. Au retour de la délégation, une marche pour le climat suivie d'une cérémonie coutumière regroupant le Gouvernement, l'opposition et les corps diplomatiques de l'archipel ont été organisées.

Georges Cumbo (Vanuatu)

Sahel

Désertification et restauration des paysages

Le mot Sahel, qui signifie « rivage » ou encore « côte » en arabe, est une zone semi-désertique de transition au sud du Sahara, entre le désert saharien et le domaine tropical humide. Elle s'étend sur 6.000 kilomètres, depuis l'Atlantique au Sénégal jusqu'à la Mer Rouge en Érythrée. Le terme désigne aussi les territoires bordant le nord du Sahara ; on parle alors de Sahel septentrional.

Pour parler du Sahel, il faut en évoquer d'abord les origines, au temps où le Sahara – plus vaste désert au monde avec ses 9,2 millions de km² – était une région verdoyante bordée de savanes arborées et giboyeuses, idéales pour le développement de l'homme. La vie y était bien plus agréable qu'en Eurasie. Pendant longtemps, les hommes y pratiquaient la chasse et l'agriculture. Toutefois, les modes de gestion du milieu se sont avérés destructifs, notamment à cause du surpâturage et des nombreux incendies des prairies.

Mis à mal, ce milieu naturel a subi un dommageable phénomène de désertification. Le Sahara est alors devenu un désert immense et ses populations se sont réfugiées sur son pourtour, au Maghreb, au Sahel et le long du Nil. Au cours du siècle dernier, ces processus se sont accélérés de manière drastique et les activités humaines, qui se sont intensifiées, ont eu pour effet néfaste d'appauvrir considérablement le milieu naturel, faisant ainsi reculer le Sahel de 250 kilomètres vers le Sud en un siècle !

A partir des années 1960, le processus de dégradation s'est aggravé. L'augmentation importante de la

population a entraîné une hausse vertigineuse de la production et de la consommation avec pour conséquence un appauvrissement prononcé du milieu naturel lié à la coupe abusive du bois, les nombreux feux de brousse qui ont privé le sol de sa source d'humus, la dégradation du sol par l'agriculture minière, vivrière ou commerciale, le surpâturage par la divagation des animaux qui ne permet pas aux arbres et à la savane de se régénérer. Il en résulte alors de grands dommages pour l'environnement et pour les populations locales tels que la pénurie d'eau, avec d'importantes pertes par ruissellement et par assèchement des nappes phréatiques, la disparition de la flore et de la faune et les famines et la paupérisation du monde rural.

Aggradation des sols

Malgré cette importante dégradation des sols causés par une activité humaine trop intense, il est possible d'inverser la tendance et de permettre à ces régions de revivre. C'est ce que l'on appelle l'aggradation des sols. Par le passé, plusieurs tribus et peuples africains, notamment les Kabyé du Togo et les peuples du Plateau Bamiléké au Cameroun ont été en mesure d'inverser les dégradations environnementales. A l'instar de ces peuples acculés, sans autre issue que la remise en cause de leur relation avec leur environnement, la société rurale sahélienne se trouve ainsi à la croisée des chemins, entre des traditions souvent inadaptées au nouveau contexte et une modernité restant à imaginer ; d'où la multiplication d'initiatives techniques et organisationnelles menées par les institutions, les associations locales ou encore la société civile. Parmi ces initiatives, l'embocagement des terres agricoles ou « bocage sahélien », qui consiste en un maillage de haies vives entourant chaque champ. Doublées de diguettes en terre, elles permettent de garder la totalité de l'eau pluviale dans chaque

champ. Cette eau n'en sortira que par l'infiltration vers les nappes phréatiques ou par l'évapotranspiration. Ce dispositif appelé le « ruissellement zéro », permet une végétalisation efficiente de l'espace rural sahélien et sa reconquête par les paysans afin d'atténuer l'action érosive des eaux de la mousson et de maintenir la biodiversité d'un milieu extrêmement fragile.

Ainsi, sa mise en œuvre par l'association « Terre Verte » au Burkina Faso s'articule autour d'associations inter-villages propriétaires de fermes pilotes, elles-mêmes chevilles ouvrières de l'aménagement proprement dit du bocage au profit des paysans rassemblés en copropriétés foncières rurales coutumières. Les populations paysannes disposent alors d'un excellent cadre de travail, assurant de bons rendements et durablement productifs. Les arbres sont introduits dans l'axe du champ et les arbustes dans les haies vives pour ne pas gêner les travaux de culture attelée ou motorisée. La culture en Zaï consiste à concentrer l'eau et la fumure dans des microbassins. Elle permet de régénérer les sols avant de les préserver par une rotation culturale incluant la jachère pâturée avec une clôture électrique, ainsi que d'autres techniques innovantes (gestion des adventices par sarclage localisé et rouleau FACA, pour les spécialistes).

Toute action environnementale doit s'inscrire dans le temps et se circonscrire à un espace bien défini, afin d'aller en profondeur dans la connaissance des problèmes et dans la mise en œuvre des solutions ; ce que s'attachent à faire les fermes pilotes bocagères du Sahel, pour mettre en place ce « green new deal rural » !

Henri Girard, Président de Terre Verte

Aller plus loin

www.eauterreverdure.org

Expérimenter la décroissance à Budapest

Budapest a toujours été un pont entre l'Orient et l'Occident. Coupée par le majestueux et longtemps difficilement franchissable Danube, elle s'articule entre un Buda plus conservateur à l'Ouest et un Pest plus balkanique à l'Est. Riche de ses diversités, la ville a toujours été en résistance contre des occupants extérieurs ou des dictatures. Avec la créativité comme moteur de Résistance, notamment dans ses bars, lieux de débats, de culture, d'écriture mais aussi de vie sociale et conviviale.



Crédit : Cargonomia DR

À la fin des années 90, Budapest a connu une certaine effervescence autour de la création de lieux culturels et festifs où la jeunesse, idéaliste et enthousiaste, se retrouve afin de vivre pleinement cette nouvelle liberté offerte depuis la chute du mur. Les années 2000 seront marquées par la naissance des Romkocsma, bars autogérés qui s'installent de manière temporaire dans des bâtiments abandonnés du centre ville, en particulier dans l'ancien quartier juif de Budapest. Autour d'une vie de bohème, riche de rencontres et d'entraide, la créativité va vivre son plein. On rénove de bric et de broc mais toujours de manière très esthétique. Chaque lieu a une âme, un public, un style musical ou littéraire. C'est dans cet univers particulier, terreau fertile à l'imagination et à l'expérimentation que va naître Cargonomia. De workshops en conférences, de soirées en festivals, cinq personnes vont se rencontrer et finir par vivre ensemble dans un grand appart du centre de Pest et expérimenter des modes de vie alternatifs, soutenables et conviviaux. Le Hongrois Levi, entrepreneur social, crée une coopérative de coursiers à vélos. L'autre Hongrois Orsi commence alors son doctorat en recherche-action sur l'écono-

mie sociale et solidaire et l'économie de l'écologie. L'États-Unien Logan vient de se lancer à mi-temps dans l'agro-écologie et la recherche autour des enjeux environnementaux. Le Franco-Hongrois Adri fabrique des remorques et des vélo-cargos, quant à moi-même, le Français de l'équipe, je travaille sur la décroissance.

Lancement officiel en 2015

Après plusieurs années d'incubation, de rencontres, d'expérimentations et de débats, Cargonomia est officiellement lancée en mai 2015. C'est une sorte d'université ouverte qui accueille étudiants, stagiaires, chercheurs, journalistes ou voyageurs à vélo. C'est une école de la vie qui fait le lien entre les générations, coopère avec plusieurs établissements scolaires et accueille des camps d'enfants. C'est aussi une coopérative de recherche transdisciplinaire, en lien avec plusieurs universités, qui organise de grandes rencontres comme la 5ème conférence internationale de la décroissance (septembre 2016). Cargonomia est impliquée aussi bien dans l'agriculture régénérative locale, de saison et bio avec la ferme de Zsomboki Biokert ou deux jardins urbains que dans les low-tech avec Cyclonomia, atelier vélo autogéré où l'on fabrique des vélo-cargos que l'éco-construction et l'énergie. Elle invente et expérimente d'autres modèles d'échanges sans argent avec solidarité et entraide autour d'un système de vélo-cargos partagés. Cargonomia coopère également avec la municipalité de Budapest autour de tous ces projets pour une ville plus soutenable mais aussi toujours plus conviviale. En effet, la capitale hongroise offre ce terreau propice et fertile pour mener ce type de projet. Par ailleurs, nous étions récemment à Bruxelles pour l'organisation de la Beyond-Growth conférence au Parlement Européen. Enfin, à la fin de l'été, nous participerons à la 9ème Conférence internationale sur la Décroissance à Zagreb pour y présenter nos nouveaux projets et dif-

Qu'est ce que la décroissance ?

C'est d'abord un slogan provocateur, lancé en France en 2002, sur le fait qu'une croissance infinie dans un monde fini, n'est ni possible ni souhaitable. Depuis, cette idée a cheminé et rencontre de plus en plus d'intérêt et de soutien. Elle invite à sortir de nos modèles économiques toxico-dépendants à la croissance afin d'inventer de nouvelles manières de produire, plus locales et soutenables, d'échanger et partager, et de décider de manière plus démocratique. La décroissance associe théorie et expérimentation concrète en questionnant l'imaginaire occidental englué dans des concepts toxiques comme le productivisme ou le capitalisme, le patriarcat ou le techno-scientisme. Elle ouvre la voie à d'autres mots, tels que le care (s'occuper des uns des autres), les communs (comme le fait de mieux partager au delà des logiques de propriété) ou encore la convivialité, l'autonomie, les low-tech et la permaculture.

Vincent Liegey, Conseiller des Français de l'Étranger (Hongrie), coordinateur de Cargonomia et co-auteur de Décroissance, Fake or Not (2021) et Sobriété (La Vraie), Mode d'Emploi (2023) chez Tana Editions.

Le Delta du Mékong

Le Mékong s'étend de la Chine au Vietnam en passant par la Birmanie, la Thaïlande, le Laos et le Cambodge. Dans le sud du Vietnam, il se transforme en delta, puis se jette en mer de Chine. Afin de mesurer l'impact humain et les conséquences des dérèglements climatiques sur le delta du Mékong, nous avons interrogé Olivier Tessier anthropologue, responsable du centre de l'École Française d'Extrême Orient à Hô Chi Minh ville et ingénieur des Techniques Agronomiques des Régions Chaudes. Entretien réalisé par Jaime Peypoch.

Le Vietnam s'adapte-t-il aux dérèglements climatiques ?

La question de l'adaptation aux dérèglements climatiques et à leurs effets, par l'adoption de mesures visant à réduire la vulnérabilité des systèmes naturels et humains, est une question essentielle pour l'avenir des sociétés humaines. Cette question relève au second plan l'autre terme de l'équation : la lutte contre les dérèglements. A ce sujet, le Vietnam est un des leaders régionaux dans la production d'énergie renouvelable, grâce à ses champs de panneaux solaires. Toutefois, du fait de ses deux deltas extrêmement peuplés, d'une façade maritime de 3.000 km et d'un développement économique soutenu par des activités polluantes, le Vietnam est un des pays au monde les plus vulnérables au dérèglement climatique. S'adapter est donc une nécessité vitale pour son avenir.

Quelles sont les conséquences de la montée des eaux et de l'impact humain sur le delta du Mékong ?

Le delta du Mékong compte 20 millions d'habitants, principalement en zone rurale. Une augmentation du niveau de la mer de 75 cm entraînerait une submersion de 20% de sa superficie. A Hô Chi Minh ville, 10 millions d'habitants, une même augmentation entraînerait une submersion de 15% de sa surface.

La multiplication des barrages sur le Mékong et ses affluents, 23 existants et 120 planifiés en Chine et au Laos, a des effets dévastateurs sur les écosystèmes, les populations et sur l'agriculture du delta du Mékong. Elle provoque une baisse des dépôts de sédiments alors qu'un delta se construit et s'entretient par ces dépôts continus. En l'an 2000, la baisse des dépôts atteignait 50% par rapport aux années 1990. Si les 120 barrages planifiés sont construits, elle sera de 90%. Ce phénomène est aggravé par les prélèvements de sable dans le

fleuve avec pour conséquence une perte de fertilité du delta et la disparition de ses franges littorales.

Enfin, le pompage massif d'eau dans les nappes phréatiques combinée à la réduction des zones de drainage naturel, sont à l'origine d'affaissement des infrastructures sous leur propre poids, de plusieurs millimètres à 1 cm par an à Hô Chi Minh ville.

Quel est l'impact de la détérioration de la qualité des eaux sur l'agriculture et l'accès à l'eau domestique ?

Dans les provinces côtières du delta, la concentration de sel dans l'eau a augmenté de façon radicale et a provoqué la quasi-disparition de la polyculture au profit de l'aquaculture intensive, source de pollution des eaux et des sols. Depuis plusieurs années, le débit du fleuve Mékong diminue rapidement (barrages en amont, sécheresse) et oppose une moindre résistance aux remontées d'eau saumâtre lors des hautes marées. La pénétration de ces dernières à l'intérieur des terres, affecte la riziculture, le maraîchage, la fruiticulture, etc. Lors du long épisode de salinisation-sécheresse de 2019-2020, 50 à 70 % des plantations fruitières situées dans le district Binh-Dai ont été détruites.

Pour les besoins en eau domestique, car la salinisation des nappes est un problème dans plusieurs provinces du delta, les habitants construisent des réservoirs de stockage d'eau de pluie. Mais en période de déficit pluviométrique, le prix du mètre cube d'eau devient prohibitif et atteint comme en 2016 et 2020 jusqu'à 8 euros, dix fois le prix à Hô Chi Minh ville.

Malgré l'augmentation des capacités de stockage d'eau douce pour les besoins domestiques et l'irrigation, le développement de techniques plus économes en eau et de cultures plus résistantes à la sécheresse et à

la salinité, c'est un sentiment d'impuissance qui se répand dans la population. Si le monde agricole est prêt à faire évoluer ses systèmes de production, il reste à déterminer vers quelles cultures se tourner.

Existe-t-il des solutions ?

Grande question. En luttant au niveau mondial contre les causes des dérèglements climatiques et en s'adaptant au niveau local à leurs conséquences. Mais l'exemple de la Commission du Mékong n'est pas encourageant. Ses difficultés à imposer une gestion transnationale des fleuves de la région laissent le champ libre à un accès à l'eau régi par le seul principe de préhension amont/aval dans un contexte d'accroissement de la demande et constituent un risque réel pour le Cambodge et le Vietnam. La lutte/adaptation dans le delta du Mékong combine plusieurs mesures : une poldérisation et la construction de digues de protection autour des villes, la construction de barrage s'opposant aux remontées d'eau saumâtre, une augmentation des capacités de drainage, etc. Cette profonde reconfiguration de l'espace provoque une transformation des modes de vie et des structures économiques des villes et des campagnes.

Il est urgent de mener une réflexion sur les conséquences de la multiplication des infrastructures hydrauliques planifiées dans le delta du Mékong. Existe-t-il des alternatives viables à l'anthropisation du milieu naturel ? Comment anticiper les impacts sociaux et économiques de cette artificialisation et comment accompagner les habitants afin qu'ils s'adaptent à la dégradation de l'environnement et des conditions de production provoquée par les dérèglements climatiques ?

Propos recueillis par
Jaime Peypoch (Vietnam)

+1,5°C en Australie, c'est déjà demain

Alors que l'objectif de l'accord de Paris de limiter le réchauffement à 1,5 °C a été réaffirmé à la Cop-27 de novembre 2022, l'Australie est déjà proche de ce seuil critique avec, comme résultat, une dégradation générale de l'environnement, de multiples événements météorologiques extrêmes et un enchaînement de catastrophes naturelles.

Les scientifiques et les militants alertent depuis longtemps sur les conséquences dramatiques qu'aurait un tel réchauffement, et voilà que l'Australie - d'après un rapport alarmant sur le changement climatique publié en novembre 2022 - se rapproche de ce seuil critique. Ce document, intitulé *State of the Climate*, fruit d'une coopération entre les services météorologiques du gouvernement australien et l'agence scientifique nationale (CSIRO) souligne en effet que le climat de l'Australie s'est réchauffé en moyenne de 1,47 degré Celsius depuis le début des relevés en 1910 ; un réchauffement supérieur à la moyenne mondiale de +1,2 °C depuis la révolution industrielle.

Comme le détaille ce rapport, les conséquences pour l'Australie sont dramatiques. En effet, la hausse des températures alimente une dégradation générale de l'environnement, apporte son lot de records météorologiques et aggrave les catastrophes naturelles. Le changement climatique provoque aussi « une lente fonte au niveau des fragiles régions alpines de l'immense île-continent, l'acidification des océans et l'élévation du niveau de la mer ». C'est un signal d'alarme effrayant pour ce pays dont la croissance économique dépend en grande partie des exportations de gaz et de charbon. Pour le climatologue Ian Lowe, « l'ampleur des changements climatiques démontre que l'assainissement de notre consommation d'énergie est une priorité urgente. Nous devons également réduire nos exportations de charbon et de gaz ».

Toujours d'après ce rapport, « les changements se produisent à un rythme accru », avec une « dernière décennie marquée par des records extrêmes qui ont conduit à des catastrophes naturelles exacerbées par le changement climatique causé par l'homme ». L'actuel Premier ministre travailliste australien - dont le pays est candidat pour accueillir le sommet de la COP en 2026 - cherche ainsi à redorer l'image de son pays qui apparaît à la traîne en matière de changement climatique. Le gouvernement de centre-gauche s'est engagé à zéro émission nette d'ici à 2050, mettant ainsi fin à une décennie d'inaction en matière de climat. Pourtant, de nombreuses voix s'élèvent pour que davantage soit fait.

Selon le Centre d'excellence australien sur les changements climatiques extrêmes, « sans une réduction profonde et agressive des émissions de carbone, la

détérioration du climat du pays va se poursuivre ». Un constat relayé par le climatologue à l'Université de Melbourne, Andrew King, qui appelle l'Australie à réduire au plus vite ses émissions de carbone et à agir rapidement afin de décarboniser l'économie et ainsi limiter les dégâts supplémentaires causés par l'aggravation des événements extrêmes.

Phénomènes météorologique extrêmes

Ces dernières années, l'Australie a connu une série de phénomènes météorologiques extrêmes liés à la hausse des températures mondiales. En 2019 et 2020, des feux de forêt dévastateurs ont ravagé pendant plusieurs mois la côte du sud-est du pays (5,8 millions d'hectares de forêt partis en fumée). De son côté, la Grande Barrière de Corail subit depuis 2016 un « blanchiment » dû au réchauffement de la température de la mer. Début novembre 2022, certaines régions situées en Nouvelle-Galles du Sud ont connu des inondations soudaines qui ont emporté des bâtiments entiers dans des villes rurales. Des dizaines de milliers d'habitants de l'agglomération de Sydney avaient déjà reçu en juillet 2022 l'ordre d'évacuer à la suite de pluies diluviennes en périphérie. Quatre mois plus tôt, le littoral de la côte orientale avait été frappé par de violentes tempêtes accompagnées de pluies torrentielles qui ont fait plus de 20 morts. Le Queensland a aussi été victime de ces événements météo extrêmes : en l'espace de 3 jours, la ville de Brisbane a reçu 80% de ses précipitations annuelles et, dans certaines villes, la quantité d'eau reçue en une journée a dépassé le cumul moyen sur une année. Ces inondations ont coûté plus de quatre milliards de dollars aux assureurs sur un total d'environ 6,6 milliards de dollars de pertes.

Selon les experts météorologiques australiens, il s'agirait de la plus grande catastrophe climatique depuis les inondations historiques qui se sont produites au Queensland en décembre 2010 et janvier 2011 lesquelles, à l'époque, avaient déjà été considérées comme « un événement qui ne se produit qu'une seule fois par siècle ». Les inondations à nouveau historique de 2022 prouvent qu'un tel événement peut se reproduire. Ironie de l'histoire, ces très fortes inondations ont eu lieu le jour de la sortie du dernier rapport du GIEC, qui évoque la possibilité de crues sans précédent.

Jean-Philippe Grange (Australie)

Eco-anxiété : agir pour se sentir mieux ?

Raisonnement son anxiété face aux sombres perspectives climatiques peut s'avérer complexe. L'association Maac Lab*, fondée par Matthieu Fouché et Evie Rosset, tous deux experts en psychologie, propose une approche basée sur l'engagement citoyen. En encourageant l'action à une échelle individuelle, Maac Lab démontre que cet engagement peut être bénéfique à la fois pour soi et pour la société. Peut-on appliquer leur méthode pour aider les personnes qui souffrent d'éco-anxiété ?

En quoi l'éco-anxiété diffère-t-elle de l'anxiété généralisée ?

ER : Il s'agit d'une « peur chronique de la catastrophe environnementale », selon l'American Psychological Association (APA). L'éco-anxiété peut être « adaptative » en nous poussant à agir ou « dysfonctionnelle » en nous plongeant dans un sentiment d'impuissance et de découragement. À l'inverse d'autres troubles anxieux ou de l'anxiété généralisée pour lesquels le danger ressenti par la personne est plus ou moins rationnel, la menace environnementale est bien réelle, ce qui rend les prises en charge plus complexes.

MF : Les professionnels sont confrontés à un défi car rationaliser n'est pas toujours possible lorsqu'il s'agit de l'éco-anxiété. Le travail sur cette problématique ne doit probablement pas se limiter à une approche thérapeutique.

ER : D'ailleurs, l'éco-anxiété n'a pas de diagnostic médical officiel. Une réponse globale et sociétale peut donc être nécessaire pour aborder cette problématique.

Est-elle plus présente chez certaines générations et quelle est la perception de ce phénomène à l'étranger ?

ER : Les plus jeunes, qui ont grandi avec des messages d'alerte, sont davantage concernés par les incertitudes environnementales en raison de leur avenir plus long. Une étude internationale menée par le journal scientifique *The Lancet* a révélé que 60% des 16-25 ans se sentent « très ou extrêmement préoccupés » par le dérèglement climatique, ce qui s'accompagne d'une détérioration importante de leur santé mentale à l'échelle mondiale.

MF : Au Vietnam où je suis établi, une partie de la jeunesse connectée est consciente des enjeux environnementaux. Cependant, les préoccupations écologiques ne suscitent une large attention que lors de catastrophes naturelles, cela peut se comprendre au regard des autres problèmes sociaux que rencontre la population.

Y a-t-il un consensus sur une approche thérapeutique pour traiter efficacement l'éco-anxiété ?

ER : Il ne semble pas y avoir encore de consensus sur une approche thérapeutique, certaines connaissances sur le fonctionnement de l'être humain nous donnent cependant des pistes d'action. Ainsi, les humains ont un « biais de négativité » qui les pousse à détecter les problèmes mais aussi une volonté innée à chercher à les résoudre. Mais la surcharge d'informations peut paralyser et renforcer le sentiment d'impuissance, entravant les actions individuelles.

MF : Le biais de négativité a été utile aux humains en les alertant sur les dangers potentiels pendant des milliers d'années. Cependant, c'est cette tendance naturelle à nous concentrer sur la recherche de solutions que nous valorisons dans notre méthode et voulons développer.

Maac Lab est sollicité sur l'éco-anxiété ?

MF : Parmi plusieurs thèmes, l'action pour la planète fait partie des sollicitations que nous avons reçues. Notre approche consiste à rendre l'action facile en découpant les objectifs en de petites étapes et en aidant les personnes à trouver des projets qui correspondent à leur contexte de vie et pourquoi pas, à leurs passions. Cela leur permet de s'appuyer sur une motivation interne préexistante et de l'appliquer à d'autres problématiques. Un passionné de football pourrait par exemple organiser un tournoi en faveur d'associations luttant contre l'usage des pesticides si cette cause le touche mais qu'il ne se sent pas en mesure d'agir.

ER : Notre processus d'action peut réduire le sentiment d'impuissance au cœur de l'éco-anxiété en aidant une personne à se sentir utile. En agissant concrètement à son échelle, elle peut mieux appréhender la situation plutôt que de se laisser écraser par son poids global.

MF : Le film *Demain* [NDLR : Cyril Dion et Mélanie Laurent, 2015] est un bon exemple de l'intérêt de mettre en lumière un enjeu majeur et de proposer des solutions concrètes pour bâtir une société différente. ■

En savoir plus : www.maac-lab.com

Stéphane Arnoux, chargé de mission

À découvrir

« Tous écooptimistes ! »



La journaliste spécialisée dans les questions de l'environnement, Dorothee Moisan, aborde l'éco-anxiété de façon originale et inspirante tout en offrant des solutions concrètes à découvrir dans son dernier ouvrage : « Les Écooptimistes ». Portraits d'écologistes qui, malgré le futur inquiétant lié à la pollution et au dérèglement climatique, continuent de croire en l'avenir. Leur conviction inébranlable en faveur d'une société plus juste et plus durable les pousse à l'action. Ces « Écooptimistes » sont portés par leur passion pour la persévérance et l'engagement, et ont développé une philosophie astucieuse pour rester motivés face à cette crise. Pour ces personnes, l'action est un levier vers le bonheur et la satisfaction, tandis que le pessimisme ne fait que ralentir les progrès. Source d'inspiration pour toutes celles et ceux qui cherchent à conserver le moral et à agir face à la crise écologique, tout en gardant à l'esprit les défis considérables auxquels nous sommes confrontés.

Les Écooptimistes,
Remèdes à l'éco-anxiété
Dorothee Moisan,
Seuil, 13.50 €

Surconsommation énergétique : la face cachée du Numérique

Le numérique est un formidable outil dont les bienfaits sont innombrables pour l'humanité. Face aux défis du réchauffement climatique, il est de plus en plus sollicité pour substituer des services digitaux à des activités aujourd'hui carbonées. Mais on ne peut négliger sa dépendance aux énergies fossiles et, plus largement, son propre impact sur l'environnement. De quel impact parle-t-on exactement ? Que faire pour contribuer à un univers numérique plus respectueux de notre environnement ?

Alors que les volumes de streaming explosent, que se déploient 5G, objets et véhicules connectés et que l'intelligence artificielle (IA) et les métavers se développent, nous prenons à peine conscience de l'aspect matériel du digital. Les activités numériques consomment aujourd'hui 10% de l'énergie produite dans le monde et leur empreinte carbone - en augmentation exponentielle - représente aujourd'hui 3 à 4% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde et 2,5% de l'empreinte carbone française. Autrement dit, pour séquestrer tout ce carbone, il faudrait qu'une forêt mature recouvre un tiers des terres émergées du globe. Source d'innombrables formes de pollution physique, le numérique contribue aussi au réchauffement de la planète et porte atteinte à la biodiversité. Le Shift Project - think tank qui œuvre en faveur d'une économie libérée de la contrainte carbone - souligne qu'en 2019, 4% des émissions carbonées mondiales sont dues à la production et à l'utilisation du système numérique. Cela représente davantage que les 2% attribués au transport aérien et civil et cette part pourrait doubler d'ici 2025 pour atteindre 8% au total (soit trois milliards de tonnes d'équivalent CO₂).

L'importante pollution numérique recouvre toutes les formes de contamination engendrées par le secteur informatique, à savoir émissions de gaz à effet de serre, contaminations chimiques, érosion de la biodiversité et production de déchets électroniques. L'utilisation d'appareils numériques - voraces en énergie - représente 24% de la pollution numérique, les autres 76% provenant de la fabrication de ces appareils.

Dématérialisation et fin de vie des équipements

Par ailleurs, plus on tend vers la dématérialisation, plus on utilise de l'énergie. Ainsi, un smartphone requiert l'extraction de 82 kg de matières premières tandis que notre ordinateur portable est constitué de dizaines de métaux du monde entier : lithium bolivien, or australien, tantale congolais et terres rares chinoises. L'extraction de ces minerais, très coûteuse pour l'environnement, exige beaucoup d'eau, d'énergie fossile, mais également de nombreuses ressources liées à son extraction, son transport etc.

Une pollution invisible qui s'accompagne de drames humains. En effet, comme le souligne Greenpeace, pollution des écosystèmes et drames humains liés à l'activité minière s'ajoutent à la mesure énergétique. Ainsi, en RDC, on parle des "minerais du sang" (tungstène, étain, tantale, or) car leur commerce illégal finance la guerre civile. En Amazonie brésilienne, les rivières de Waimiri-Atroari sont durablement polluées par l'industrie minière de l'étain et du tantale. Dans la région de Baotou, en Chine, l'extraction des

terres entraîne d'importants rejets toxiques dans l'air, l'eau et les sols.

L'espérance de vie des équipements contribue également à cette pollution. Selon un rapport de l'ONU, près de trois quarts des déchets électroniques échappent aux filières légales de recyclage. Ainsi, les déchets sont, dans leur grande majorité, soit mis en décharge, soit brûlés, voire font l'objet d'un commerce illégal et d'un traitement non conforme aux normes. Exportés en Chine, en Inde ou en Afrique, ils terminent leur vie dans d'immenses décharges à ciel ouvert, comme celle d'Agbogbloshie (Ghana) où atterrissent chaque année 40.000 tonnes de déchets électroniques. Quant aux déchets qui parviennent jusqu'aux filières de recyclage, leur nouveau design empêche très souvent d'en récupérer les matières premières.

Pollution liée au fonctionnement d'Internet

L'industrie numérique tente tant bien que mal de mettre en avant son apport positif en faveur de la préservation de la planète. Derrière cette face cachée, la pollution numérique est pourtant celle qui croît le plus vite rapidement. Le réseau Internet est composé d'une multitude d'équipements qui permettent de stocker et de transférer des données vers nos terminaux professionnels et personnels. Aujourd'hui, cet immense réseau amphibie de 450 câbles sous-marins à fibre optique d'une longueur de 1,2 million de km canalise l'essentiel du trafic. Toutes ces technologies numériques doivent être fabriquées et alimentées ce qui génère un coût écologique extrêmement important. Par ailleurs, en raison du poids des fichiers, le streaming vidéo représente à lui seul 60% des flux de données sur Internet. Selon le think tank Shift Project, la consommation de streaming émet près de 1% des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Enfin, l'Intelligence Artificielle (IA), actuellement en plein essor, a elle aussi un coût environnemental particulièrement élevé. S'il n'existe pas de consensus quant à l'évaluation de ce phénomène, il est évident que plus un système IA est efficace et plus il consomme de l'énergie. En effet, pendant des semaines, voire des mois, il faut entraîner les algorithmes à partir d'un immense volume de données contenu dans des ordinateurs surpuissants et énergivores.

Si les émissions du numérique poursuivent cette tendance, une stabilisation pourrait apparaître à partir de 2025, mais elles monopoliseraient à elles seules 30% de notre budget carbone. Que faire pour agir en faveur d'un Internet plus respectueux de la planète et de notre environnement et surtout comment réduire notre pollution numérique ?

Jean-Philippe Grange (Australie)

Chili : vers une Constitution

« dépinochétisée » ?

Que se passe-t-il depuis quelques années au Chili ? Comment ce laboratoire du néolibéralisme a-t-il pu vivre en l'espace d'une décennie seulement un tel renversement politique ?

Les faits remontent à octobre 2019, lorsque la ministre des Transports annonce une augmentation de 30 pesos du « Transantiago », le système de transport en commun de la capitale chilienne. Une hausse qui représente environ 5 centimes d'euros et qui pourrait sembler tout à fait acceptable. Mais 5 centimes représentent beaucoup pour les travailleuses et travailleurs de Santiago contraints de se déplacer chaque jour en transports en commun, voire d'y passer plusieurs heures par jour. En appelant notamment à ne plus payer les transports, les collégiens et lycéens prennent alors la tête de la contestation qui va rapidement se transformer en une véritable révolte populaire.

Le 18 octobre 2019, des milliers de personnes sont dans la rue pour défendre leurs droits, y compris sociaux et politiques. Les manifestations historiques et quotidiennes sont réprimées dans la violence. L'état d'urgence et le couvre-feu sont décrétés par le Président de la République Sebastián Piñera. Le pays vit l'une des plus violentes contestations sociales de ces dernières décennies. Une quarantaine de personnes sont tuées ; beaucoup d'autres éborgnées et plus de 1.500 arrêtées.

Le 25 octobre 2019, je participe avec des ami·es français·es et chiliennes à la plus grande marche du pays, qui réunit plus d'un million de personnes à Santiago et trois millions sur l'ensemble du pays, qui en compte 20 millions. Les pancartes et les chants dénoncent tous la même situation : la Constitution instaurée par le général Pinochet au cours de sa dictature n'a fait que creuser les inégalités et asphyxier le peuple. Les manifestant·es réclament une éducation publique gratuite de qualité, un accès à la santé pour toutes et tous, la fin du système de retraite privée par capitalisation, l'accès libre et gratuit à l'avortement etc. Le système ultra-libéral chilien mis en place par l'École de Chicago a montré ses limites et surtout

ses effets pervers, la population veut un rapide changement de Constitution.

Référendum pour une nouvelle Constitution

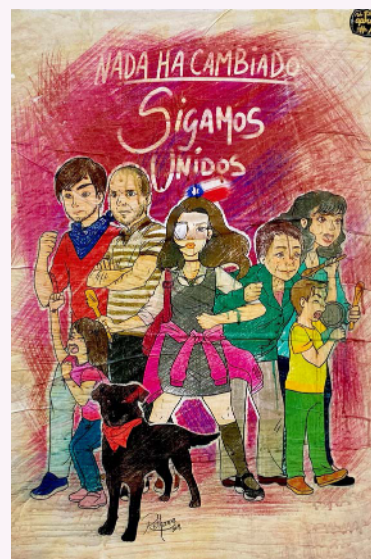
Les partis politiques se réunissent et le Président de la République annonce l'organisation d'un référendum qui se déroule un an plus tard. A la question « Voulez-vous une nouvelle constitution », 78% de la population répond le 25 octobre 2020 par l'affirmative. Le Chili se réveillait enfin et malgré la pandémie et les longs confinements, tout nous semblait possible. Nous nous réunissions alors entre adhérent·es de Français du monde, organisations des conférences sur le thème constitutionnel et participions à des réunions communautaires dans nos quartiers. Les idées fusaient pour sortir du modèle ultra-libéral, que nous aussi, Françaises et Français, subissions au quotidien.

La « dépinochétisation » du processus constitutionnel se met peu à peu en place à l'été 2021 suite aux élections constituintes de mai 2021. Mais les défis sont grands, notamment la représentation des peuples autochtones au sein des assemblées. En effet, sur les 20 millions de Chiliens, plus d'un million sept cent mille sont des Mapuche qui luttent pour récupérer leurs terres. Si l'élection du candidat de gauche Gabriel Boric à la présidence du Chili avec 56% des voix représente une avancée démocratique importante que nous sommes beaucoup à célébrer, ce dernier est confronté à des difficultés de taille et une oligarchie puissante. Nous croyons alors que le Chili peut encore changer. Pourtant, après une terrible campagne de diffamation et de mensonges, le référendum qui doit valider la nouvelle Constitution du 4 septembre 2022 est rejeté à plus de 62% des voix.

Et, c'est dans un contexte de crise migratoire et d'insécurité publique qu'à lieu le 7 mai 2023 l'élection du nouvel organe chargé de rédiger une nou-

velle proposition de Constitution. Mais, dans un pays où les médias ne parlent que de délinquance, où l'éducation civique est inexistante et où les partis de gauche ont malheureusement depuis bien longtemps cessé de s'adresser aux classes populaires, que pouvait-on attendre ? Un peu plus de 21% de la population a voté nul ou blanc lors de ce scrutin obligatoire. Un record ! Le Parti Républicain - avec 23 des 51 sièges - a obtenu la majorité de blocage de cette Assemblée, tandis que la Commission d'experts est dominée par la droite. Il est donc fort probable que fin 2023 le nouveau texte proposé soit encore plus ultralibéral que celui de Pinochet. Qu'en sera-t-il alors des droits des femmes, des peuples autochtones, des étrangers, des dissidences sexuelles, du droit de l'environnement ? C'est bien de tout cela qu'il s'agit et que nous, Françaises et Français de gauche au Chili, ayant le droit de vote, continuerons de défendre, pour que toutes et tous puissions vivre dignement.

Catherine Blanche, Conseillère des Françaises et Français de l'étranger (Chili).



Tous les jours pour la planète !

À l'occasion de la Journée de la Terre, qui s'est déroulée le 22 avril, Français du monde - ADFE s'est mobilisée pour encourager l'engagement citoyen à travers le globe. En effet, l'association a lancé au sein de ses différentes sections une initiative visant à organiser des actions de nettoyage dans les espaces naturels, tels que les littoraux, les rivières, les parcs et les forêts.

Le but de cette action est de promouvoir des solutions durables pour la gestion des déchets et de sensibiliser le public à l'importance de protéger l'environnement. En incitant les citoyens à participer activement au nettoyage de ces zones naturelles, Français du monde - ADFE espère encourager une prise de conscience collective sur les enjeux environnementaux.

La Journée internationale de la Terre, qui a vu le jour le 22 avril 1970 aux États-Unis, est largement considérée comme le point de départ du mouvement environnemental. Depuis lors, elle est devenue le plus grand rassemblement participatif pour l'environnement à l'échelle mondiale. Dans cette optique, les différentes sections de l'association présentes dans une centaine de pays se sont jointes à cette mobilisation en faveur de la planète. Retour sur ces actions.

En Argentine, une double action « nettoyage et plantation » a été menée avec succès à la

réserve naturelle Yrigoyen, située dans la ville de Vicente Lopez, en banlieue Nord de Buenos Aires. Sous un agréable soleil d'automne, Argentins et Français se sont rassemblés tout au long de cette journée, unis par leur engagement envers la préservation de notre planète. Outre les membres de Français du monde - ADFE, se trouvaient également des membres de l'assemblée « Todes por el Yrigoyen », d'Europe Ecologie les Verts, ainsi que des membres de la communauté scolaire des deux établissements franco-argentins.

Pas moins d'une vingtaine de sacs poubelles remplis de plastiques, de vêtements et de déchets divers tels que du fer, du tissu, du bois et du polystyrène ont été récupérés au cours de cette journée. Dans l'après-midi, les participants ont eu l'occasion de planter une cinquantaine d'espèces autochtones, comblant ainsi de joie les membres de l'assemblée. Des « croquistes » et des photographes passionnés sont égale-





Français du monde - ADFE Costa-Rica à gauche, Français du monde - ADFE Argentine ci-contre



ment venus capturer en images la beauté de ces quelques hectares préservés du fleuve et résistant à l'urbanisation.

Une randonnée engagée : quand la protection de l'environnement s'allie à l'aventure au Costa-Rica. Au cœur d'une activité phare de la section costaricienne, la traditionnelle randonnée s'est cette fois-ci

parée d'une nouvelle mission en équipant les participants de sacs poubelles pour ramasser les déchets rencontrés le long du chemin. Bien plus qu'une simple balade en pleine nature, cette activité a offert l'opportunité de contribuer activement à la préservation de l'environnement, tout en se joignant aux autres sections de l'association à travers le monde dans le cadre des « Initiatives Océanes ».

Les débris collectés ont été soigneusement répertoriés et enregistrés sur une base de données mondiale supervisée par la Surfrider Foundation. Cette ONG s'est donnée pour noble mission de fournir aux scientifiques des informations essentielles sur les différents types de déchets qui jonchent notre planète, tout en menant des actions de sensibilisation auprès des institutions internationales.

Ce mouvement citoyen s'est également étendu à d'autres sections à travers le monde, démontrant ainsi l'ampleur croissante de cette mobilisation mondiale pour la protection de l'environnement. Parmi ces initiatives, nous pouvons citer celles menées aux Pays-Bas et au Royaume-Uni (en lien avec le Parti socialiste) où des actions de nettoyage ont, là-aussi, été réalisées en partenariat avec la **Surfrider Foundation**, qui a offert une formation spécifique aux responsables de section. À Hambourg en Allemagne, pas moins de 15 sacs et près de 50 kg de déchets ont été ramassés lors d'une action dédiée. Ces exemples concrets témoignent de l'engagement de plus en plus fort en faveur de la préservation de notre planète.

Vous aussi, lors de vos propres randonnées ou promenades en plein air, vous avez la possibilité de vivre un moment agréable en famille ou entre amis, tout en contribuant activement à la protection de l'environnement. Il vous suffit de vous inscrire sur le site des Initiatives Océanes (www.initiativesoceanes.org), en précisant la date et le lieu de votre sortie. Le jour de vos excursions, munissez-vous de gants en plastique et de sacs poubelle, puis remplissez un formulaire détaillé sur les déchets que vous avez récoltés, ce processus ne vous prendra pas plus de 5 minutes.





Emmanuelle Favier, Une autrice qui ravive les destins hors du commun

À l'occasion de sa rencontre avec les Français des Pays-Bas et d'Allemagne, Emmanuelle Favier, autrice notamment de Virginia (l'histoire de Virginia Wolf), revient pour Français du monde - ADFE sur son parcours.

biographie. Néanmoins je me sens profondément romancière, pas du tout historienne ni biographe. Je fais de la littérature, qui s'exprime sous différentes formes, et le mot écrivain – écrivaine, donc – dit cette ouverture. Le mot « autrice », que je préfère à « auteure » pour des raisons historiques et grammaticales, est encore plus large, puisque l'on peut être auteur d'un livre mais aussi d'une toile, d'une pièce de musique, d'un film ou de toute œuvre de l'esprit (voire d'un crime...).

choix, de laisser la place à la légende et à l'imaginaire. Je fais naturellement un énorme travail de recherche et de lecture (j'ai une vocation contrariée de chercheuse, qui me vient de l'époque où j'ai fait une thèse en littérature), mais c'est l'intuition et le désir qui décident en dernière instance de ce que je conserve pour mon texte et de la manière dont je le présente. De la même façon, je voyage autant que possible, mais moins pour la véracité des faits que pour enrichir mon texte de l'éprouvé du corps, de l'expérience sensible voire fétichiste que représente le fait d'aller sur place. C'est cette union de la subjectivité et de l'expérience, liées par une disponibilité sensible à ce qui m'arrive, qui me permet de donner de la chair au récit documentaire.

Écrivaine, auteure, romancière, un peu biographe ? Comment vous définissez-vous et décrivez-vous votre style ? Vous dites « on ne peut pas être écrivaine sans être romancière », doit-on impérativement écrire des romans pour être écrivaine ?

Bien sûr que non. Quand j'é mets cette affirmation, il ne faut pas oublier de préciser « socialement » et « économiquement ». Nous vivons dans une société où seuls les romanciers sont visibles et en mesure de vivre (un peu) de leur plume. Mais les poètes, les dramaturges, les essayistes s'inscrivent naturellement tout autant dans le champ de ce que recouvre ce mot d'« écrivain ». Champ qui, plus généralement, désigne un rapport singulier à l'écriture, lequel se satisfait difficilement d'une seule forme ou d'un seul registre. Je suis écrivaine aussi parce que j'écris dans plusieurs genres (poésie, roman, nouvelle, théâtre, et un peu essai). Par ailleurs, j'aime l'idée que mes livres soient un peu inclassables, à la frontière des genres que sont l'histoire et la

À la lecture de vos livres – et je pense notamment à vos trois romans – le lecteur plonge dans des pans entièrement méconnus de l'histoire (Albanie, Virginia avant Woolf ou La Part des cendres), comment parvenez-vous à documenter ces histoires ? On a parfois l'impression d'être face à une historienne plus qu'à une écrivaine qui nous dévoile des récits inconnus et pourtant captivants ! Comment travaillez-vous ? Voyagez-vous beaucoup ? Comment trouvez-vous autant de détails pour enrichir vos récits ?

Encore une fois, je ne me sens pas historienne. Je revendique mon incompétence en la matière ! Surtout, je revendique la liberté du romanesque. Qui n'est pas celle d'inventer n'importe quoi, mais d'être subjectif dans ses

“
**travailler
la richesse
de notre
langue
à partir
de mots
oubliés**”

Par ailleurs, vous utilisez dans vos écrits des mots non usités ou parfois oubliés, une manière de ne pas laisser la langue française mourir. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Le style, c'est lorsque la forme permet d'ouvrir une porte secrète, un double fond. Aller derrière ce que dit le langage en première instance, pour ouvrir des perspectives de sens et de réflexion supplémentaires qui nuancent et affinent l'énoncé, qui l'enrichissent et servent de terreau pour fertiliser la pensée du lecteur et l'amener à élaborer sa propre vision du monde. Je viens de la poésie. Chaque mot désigne non seulement son objet, mais l'univers de représentations qu'il transporte avec lui. Choisir tel terme plutôt que tel autre, travailler la richesse de notre langue à partir de mots oubliés, c'est faire en sorte qu'ils ne meurent pas mais aussi, au-delà de la question esthétique et stylistique, élaborer une pensée et la vision que l'on veut transmettre. J'aime voir l'écrivain comme l'imbécile qui regarde le doigt et non la lune : c'est le processus de description plutôt que l'objet décrit qui m'intéresse, et qui me paraît faire sens.

Pouvez-vous nous parler de votre dernier roman *La Part des cendres* qui vient de sortir et pour lequel vous vous êtes rendue à Amsterdam et Berlin ? Le prochain porte sur Rose Valland, l'histoire exceptionnelle d'une femme comme vous savez si bien les choisir, comment trouvez-vous l'inspiration pour ces récits et comment ces figures féminines vous inspirent-elles ?

Difficile de résumer 550 pages ! Pour faire simple, disons que dans *La Part des cendres* j'ai voulu, en parcourant deux siècles d'histoire et une dizaine de pays avec pour préoccupation centrale la question des spoliations d'œuvres d'art, interroger une nouvelle fois le sujet qui sous-tend mes deux premiers romans : à savoir la question du déterminisme, et de ce que l'on fait avec ce qu'on nous met dans les mains lors de notre venue au monde. C'est-à-dire, bien sûr, la question de l'héritage non seulement familial et psychogénéalogique, mais collectif et historique. La notion de transmission



Découvrir la puissance des liens qui unissent les communautés françaises à l'étranger autour de la littérature m'a fait beaucoup de bien

est au cœur de cette démarche, et le personnage de Rose Valland l'incarne parfaitement puisque cette résistante a œuvré à sauvegarder, au péril de sa vie, une partie du patrimoine artistique français et européen. Je ne choisis pas délibérément des figures de femmes, elles s'imposent à moi ; je suppose que c'est tout simplement parce que l'on écrit à partir de ce que l'on est, et que l'écriture est, profondément, une affaire d'empathie. C'est aussi une démarche de compréhension du monde, et de soi-même, et du monde à partir de soi-même ; dès lors, il m'est sans doute plus évident de passer par des personnages de femmes qui s'imposent à partir des sujets qui m'attirent.

Quel conseil lecture donneriez-vous à nos Français de l'étranger ? Qu'est-ce qui vous a marqué au cours de vos expériences à l'étranger ?

La première question est impossible ! Il faut lire Yourcenar et Tolstoï, dit l'un des personnages de *La Part des cendres*. Je ne peux que l'approuver ! Quant à mes expériences à l'étranger dans le cadre de la promotion d'un livre, elles sont encore assez peu nombreuses. Mais elles ont chaque fois été extrêmement émouvantes, qu'il s'agisse d'un salon du livre à Tirana pour mon premier roman qui se passe en Albanie, d'un autre au Québec où j'ai vécu encore jeune étudiante, d'un festival à Saint-Domingue autour de la poésie ou de ces deux expériences

récentes, à Amsterdam et Berlin, dans des librairies françaises. Découvrir la puissance des liens qui unissent les communautés françaises à l'étranger autour de la littérature m'a fait beaucoup de bien, et j'ai senti l'importance que ces moments organisés par les libraires, avec le soutien des éditeurs et des diffuseurs, avaient pour les Français de l'étranger.

Pour ce qui est de la traduction, mes ouvrages n'ont pour l'instant jamais été traduits en anglais ; il existe des traductions en albanais, italien et portugais du Brésil, langues que je ne maîtrise pas. Reste qu'il est tout à fait exaltant de songer que ce texte écrit dans la solitude d'une chambrette parisienne peut être lu au fin fond du Brésil ou de l'Albanie !

Après *Rose Valland*, avez-vous de nouveaux projets d'écriture ? Vous avez mentionné organiser des ateliers d'écriture, qu'enseignez-vous et que cherchez-vous à transmettre aux personnes qui participent à ces rencontres ?

Oui bien sûr, j'ai un autre roman en chantier pour Albin Michel. J'ai des projets aussi de pièces de théâtre et de nouvelles. Enfin, j'écris toujours de la poésie, qui m'est essentielle.

Pour ce qui est des ateliers d'écriture, je ne vois pas cela du tout comme un enseignement. On ne transmet pas des recettes, éventuellement quelques outils, mais surtout des réflexes. Mais ce que je préfère, c'est intervenir auprès de publics jeunes, voire très jeunes, pour leur montrer qu'ils ont, au-delà des formatages propres à l'adolescence, un univers singulier qu'ils sont non seulement en capacité, mais en droit de déployer.

Propos recueillis par
Vanessa Gondouin-Haustein (Pays-Bas)

À découvrir

La part des cendres
Emmanuelle Favier,
Alban Michel, 22.90 €





Pour changer le monde, changeons de regard !



Droit à une éducation
publique de qualité,
tout au long de la vie,
pour toutes et tous.



Éducation
à la citoyenneté
et à la solidarité
internationale



Vivre ensemble
et réduction
des inégalités



Soutenez nos actions
sur solidarite-laique.org



**Solidarité
Laïque**